

# Le mouvement des gilets jaunes

---

*Seconde partie*

*Chantiers de l'auto-organisation  
et clôtures idéologiques*



## Sommaire

---

### BROCHURE N° 24

### LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

*Première partie : Surgissement populaire et démocratie directe en germe*

- **Introduction**
- « **Gilets jaunes** » : la démocratie directe en germe ? (*Tract*)
- Le mouvement des « **gilets jaunes** » (*Synthèse*)
- Réponses aux objections du désordre établi (*Argumentaire*)
- Le piège des réseaux sociaux (*Analyse*)
- Tentations révolutionnaires et risque de chaos (*Analyse*)
- « *Une révolution sans révolutionnaires* » ? (*Émission radio*)
- **Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles** (*Exposé*)
- « *Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire* » (*Émission*)

### BROCHURE N° 24 BIS

### LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

*Seconde partie : Chantiers de l'auto-organisation et clôtures idéologiques*

- **Retirer les crocs au parti-journaliste** (*Tract*) **p. 3**
- **Analyse d'un mensonge officiel** (*Analyse*) **p. 4**
- **Ni gauchistes ni fachos, les gilets jaunes sont politiques** (*Analyse*) **p. 6**
- **Gilets jaunes : la violence et l'impasse** (*Analyse*) **p. 9**
- **Les gilets jaunes entre le bistrot et le parti** (*Analyse*) **p. 12**
- **Putsch gauchiste à Commercy** (*Analyse*) **p. 18**
- **Les gilets jaunes et les millénaristes** (*Courrier*) **p. 25**
- **Gilets jaunes : On veut du soleil, pas Ruffin !** (*Analyse*) **p. 27**
- « *Il faudrait des paysans de la société* » (*Courrier*) **p.29**
- **La démocratie directe et ses lieux communs** (*Émission*) **p. 35**

Couverture : *Plage, village de Puri, Inde, 1980*, © Martine Franck/Magnum Photos

## Retirer les crocs au parti-journaliste

---

Mis en ligne le samedi 5 janvier 2019

*Tract supplément au « Crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle » n° 37 de Guy Fargette, janvier 2019.*

Tous ceux qui présentent le régime actuel comme une démocratie insultent à notre intelligence. Le régime est une oligarchie, où le pouvoir ne circule qu'entre quelques milieux restreints.

Les cercles technocrates ont directement pris en main les leviers de l'État en mai 2017, par un véritable « **hold-up du siècle** », comme Macron l'a revendiqué avec cynisme au printemps 2018.

L'action de la pieuvre médiatique fut décisive en 2017 pour disqualifier tous ses concurrents. Mais la technocratie n'a pas la reconnaissance du ventre et le parti-journaliste a été fort mal récompensé de sa complaisance. Pour un journaliste, il n'y a "démocratie" que lorsqu'il est associé au pouvoir et intervient dans les processus de décision, afin d'en tirer lui-même profit.

En novembre et décembre 2018, ce parti-journaliste a montré son pouvoir de nuisance en rendant compte des actions des gilets jaunes en direct lors des principales journées sur les Champs-Élysées.

Depuis, ce même parti-journaliste s'applique à relayer la vengeance de Macron et des Cro-maniens contre le mouvement. Il veut maintenant montrer sa capacité de collaboration.

Pour retirer à cette faune ses capacités manipulatrices, une mesure de salut public s'impose : obliger tout journaliste à faire comme les politiciens, déclarer son patrimoine et ses sources de revenus, chaque année. Il importe que ceux qui exigent l'austérité pour le peuple commencent par dire combien ils gagnent eux-mêmes.

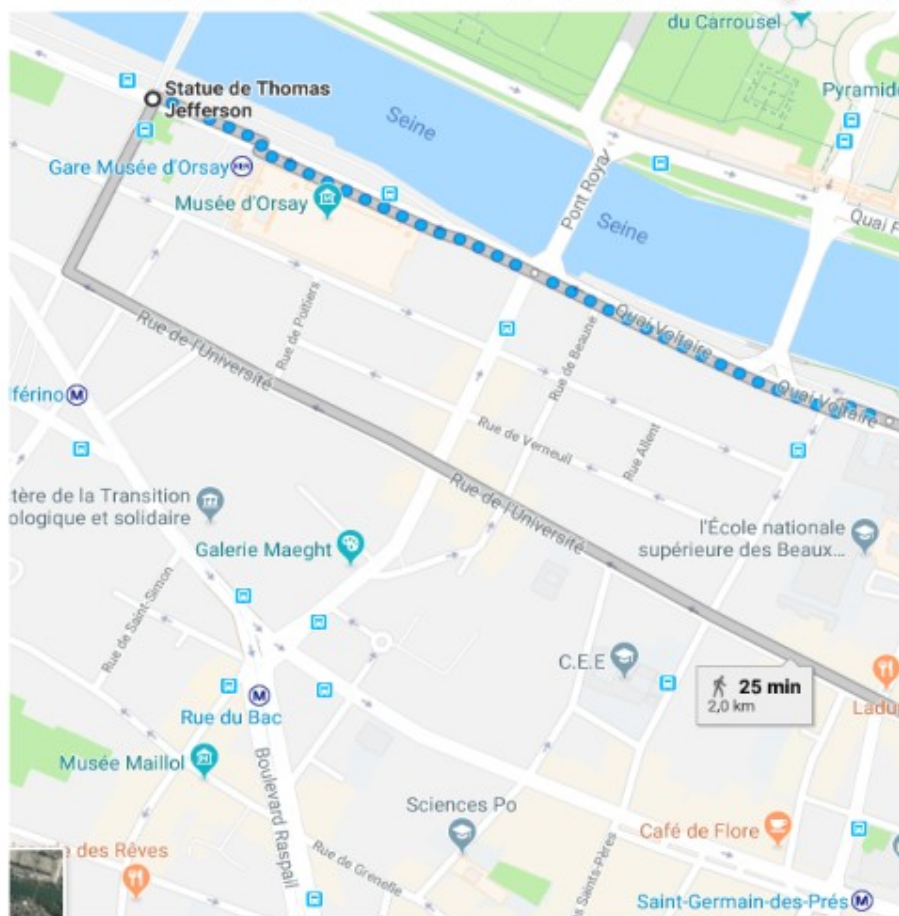
**On verrait ainsi combien de temps ils maintiendraient leur adhésion à une mondialisation qui est en réalité une tiers-mondialisation des pays occidentaux.**

## Analyse d'un mensonge officiel sur

Tract supplément au « Crépuscule du XXe siècle »

## Analyse d'un mensonge officiel sur

Situation un peu avant 15 h du cortège des Gilets jaunes pa



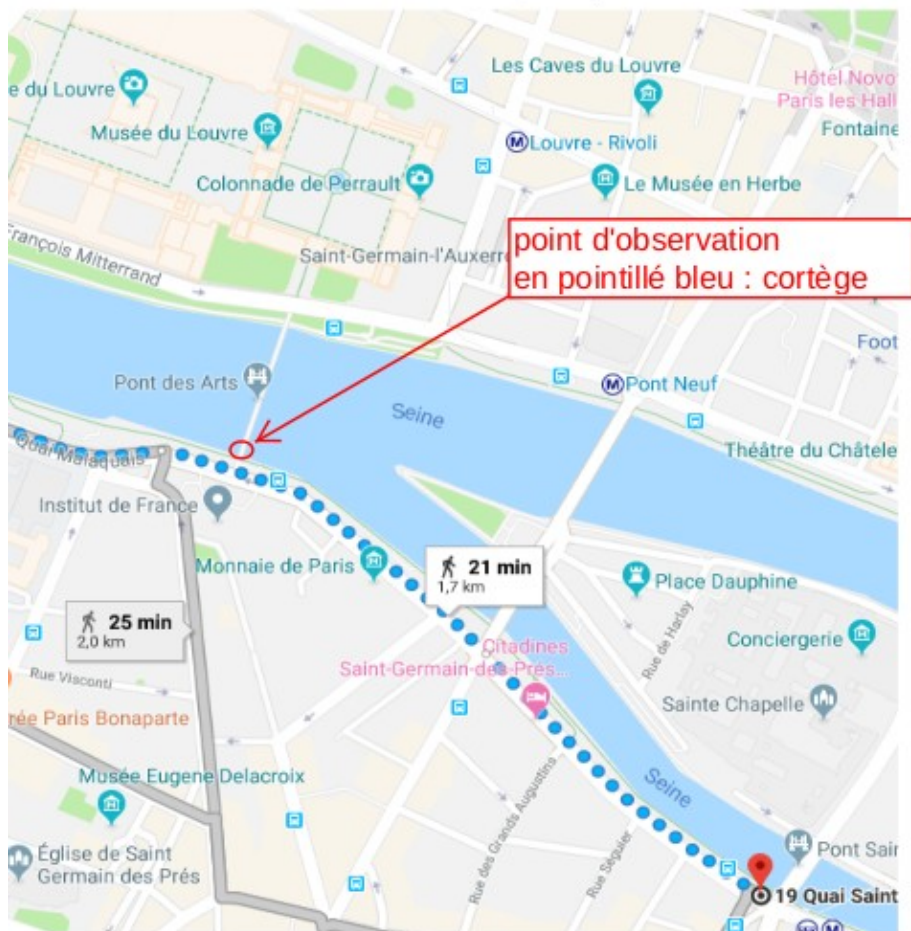
*Le cortège était visible dans son intégralité depuis l'entrée de la passerelle du pont des Arts, surélevée de quelques marches. L'ensemble donne 1,7 km avec un cortège qui sans être compact comptait, en estimation faible, 8 personnes par mètres linéaire (la chaussée est large et permet au moins 15 personnes de*

## le nombre de manifestants à Paris

n°37 de Guy Fargette, janvier 2019, mis en ligne le 7 janvier 2019.

## le nombre de manifestants à Paris

parti vers 14 h de l'Hotel de ville de Paris, le 5 janvier 2019



front, mais la foule n'était pas en "rangs"). Le calcul est donc très simple : il y avait beaucoup plus de 3500 manifestants ce jour-là à Paris. Avec 8 par "rang", on trouve plus de 12 000 personnes pour cette manifestation (qui était de loin la principale sans doute ce jour-là, dans la ville).

# ***Ni gauchistes ni fachos, les gilets jaunes sont politiques***

*Mis en ligne le mercredi 9 janvier 2019*

Après avoir tenté, en vain, de disqualifier le mouvement des gilets jaunes comme proto-fasciste, les médias dominants et toute la gauche tentent depuis, pitoyablement, de le récupérer en le réduisant à un « mouvement social » un peu particulier<sup>1</sup>. Mais ils ne peuvent le faire qu'en passant sous silence toute sa dimension politiquement *incorrecte*, reconduisant ainsi les impasses qui sont à l'origine même du soulèvement et les exaspérant.

## **L'auto-organisation permet la libération de la parole sociale**

Il s'agit bien entendu de l'*auto-organisation persistante du mouvement*, de son refus radical de toute représentation politique et, par-dessus tout, de tous les partis, syndicats, associations, groupuscules ou formations dits « de gauche »<sup>2</sup>. Ceux-ci se sont toujours réclamés d'un « peuple » qui leur est depuis longtemps totalement étranger : il le vérifie chaque jour à travers les gesticulations tragi-comiques des militants, des bureaucrates, des tribuns et des universitaires.

Mais c'est surtout leur bien-pensance qui les oblige aujourd'hui à mutiler la richesse des gilets jaunes en la réduisant à un pouvoir d'achat ou à des gadgets participatifs. Le mouvement en cours bouleverse tout le paysage idéologique, parle de répartition des richesses autant que d'écologie sociale, d'aménagement du territoire ou d'impunité des élites, du partage du pouvoir, de la disparition de la solidarité ou des manipulations médiatiques. Il ne rentre dans aucune case, et certainement pas dans celles du *politiquement correct* que le gauchisme culturel, institutionnel et militant plaque depuis près de cinquante ans sur toute la vie publique<sup>3</sup>.

## **Les gilets jaunes ne sont pas borgnes**

La parole populaire qui surgit depuis plus de deux mois, audible lors de n'importe quelle discussion, sur un rond-point, un péage ou une page *Facebook*, lisible à qui sait lire et visible à qui veut voir, ignore les découpages idéologiques préconçus et cherche à redéfinir de nouvelles

1 Voir par exemple le très symptomatique dossier « Gilets jaunes » du *Monde Diplomatique* de janvier 2019.

2 « Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles » dans la brochure n° 24 *Le mouvement des gilets jaunes, première partie : Surgissement populaire et démocratie directe en germe*, décembre 2018.

3 « "Gilets jaunes" : la démocratie directe en germe ? » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

lignes de partage. Elle demeure irréductible aux catégories surannées de « gauche » ou de « droite » et à leurs obsessions et petits calculs comme à leurs totems et tabous<sup>1</sup>.

La multitude des gilets jaunes, hétérogène et en délibération constante, relie donc comme une évidence l'abandon des territoires ruraux et péri-urbains et les « politiques de la ville » dilapidées en banlieue ; la déliquescence des services publics, de la solidarité nationale et la disparition de toute notion d'intérêt commun et d'identité collective ; la libre-circulation des capitaux, la mise en concurrence internationale des travailleurs et les migrations massives de main-d'œuvre ; le déclin de l'éducation, la destruction de la culture, la repentance post-coloniale et le communautarisme agressif ; la répression policière des mouvements sociaux et le laxisme dont bénéficient les délinquants en col blanc comme les islamistes et les nouveaux barbares... Bref, elle s'insurge d'un bloc contre l'insécurité sociale, l'insécurité physique et l'insécurité culturelle. Ces positions sont celles d'un mouvement vivant et sont donc loin d'être des passades ou réductibles aux saillies d'idéologues ou d'encartés : elles s'enracinent dans leur réalité vécue<sup>2</sup>.

### **Des positions enracinées dans la réalité de la « France périphérique »**

Car cette « France périphérique » que l'on pensait morte et qui ne se tait plus est celle qu'analysaient Ch. Guilluy et D. Davezies : des populations délaissées car jouant le jeu des institutions nationales, réputées inexistantes car n'étant pas une « minorité visible », vulnérables car s'en remettant à l'ordre républicain, grandes perdantes de la mondialisation et de son ingénierie sociale. Elles sont en grande partie composées de gens exclus des centres urbains et ayant évité, ou ayant fui, les territoires perdus que sont devenus les « quartiers populaires » en sécession ethnico-religieuse<sup>3</sup>. Le surgissement inattendu des gilets jaunes met à mal tout le discours « multiculturel » qui est devenu l'utopie de rechange d'une « gauche » verrouillée dans un déni obscène, totalement déconnectée des préoccupations populaires et jouant le clientélisme auprès des forces séparatistes que sont les extrêmes droites musulmanes, raciales et indigénistes.

---

1 Cf. le tract « Ce que nous appelons extrême droite », disponible sur notre site.

2 Cf. Ch. Guilluy, « Exclues, les nouvelles classes populaires s'organisent en "contre-société" », *Le Monde* du 19.02.2012, disponible sur notre site.

3 Cf. Ch. Guilluy « La fable de la mixité urbaine », *Le Monde* du 13.10.2011, *id.*

## **La face immergée de l'iceberg « gilets jaunes »**

Cette évidence qui traverse les gilets jaunes, comme la base de la « France Insoumise » et du « Rassemblement National » (ex-FN), le gauchisme culturel médiatico-politique ne veut pas l'entendre : il l'ignore tant qu'il le peut et sinon la diabolise comme étant d'« extrême droite » – cachez ce peuple que je ne saurais voir... Sa ligne idéologique est la même depuis un demi-siècle, aveugle et sourde à la réalité, décuplant la désespérance, augmentant le ressentiment, attisant la haine, poussant les insatisfaits à se faire dissidents puis *hérétiques*, et les jetant dans les bras des démagogues, des extrémismes, des idéologues, des complotistes – pour mieux les condamner au silence<sup>1</sup>. Procédé éculé qui mène à l'exacerbation de la violence, et dont plus personne n'est dupe<sup>2</sup>.

## **Le projet de démocratie directe est celui d'une remise à plat idéologique**

Ce que demandent les gilets jaunes n'est pourtant pas si difficile à comprendre pour un esprit libre : ils luttent contre *toutes les formes* d'inégalité, d'injustice et de dépossession, pour l'égalité sociale et politique et la souveraineté populaire *dans tous les domaines* et sans œillères ; ils veulent la sauvegarde d'un cadre politique, social et culturel clair et discutable, aujourd'hui incarné par la nation, sans lequel aucune démocratie, *a fortiori directe*, n'est seulement imaginable.

Le leur refuser, comme le font tous les appareils médiatico-politiques bien-pensants, c'est accélérer la dynamique de guerre civile que le mouvement en cours cherche, *confusément mais très précisément*, à prévenir.

De ce point de vue comme de tant d'autres, il n'est qu'un signe annonciateur d'une rupture tectonique qui est devant nous.

**Lieux Communs**  
**8 janvier 2019**

---

1 Cf. Ch. Guilluy, « Quand le Front national prospère sur l'aveuglement d'une gauche bien-pensante », *Slate.fr*, 27.04.2012, *id.*

2 Cf. J.-P LeGoff, « Au fond, la gauche pense que les électeurs du FN sont stupides », *Le Monde* du 27.04.2012, *id.*



# Gilets jaunes : la violence et l'impasse

---

*Mis en ligne le lundi 14 janvier 2019*

Le mouvement des gilets jaunes ne paraît plus que rythmé par les « Actes » successifs, manifestations urbaines dont ne sont retenues que les « violences », les images, les décomptes des victimes, des arrestations, etc. En se réduisant à ce scénario unique, le mouvement s'engouffre dans une impasse dans laquelle l'oligarchie et ses relais médiatiques le poussent malgré sa résistance obstinée mais diffuse.

## **La violence en manifestations**

Les affrontements avec les CRS et gendarmes mobiles lors des manifestations françaises sont devenus un rituel parfaitement balisé à mesure que l'État a perfectionné ses doctrines de maintien de l'ordre, depuis plus d'un demi-siècle. Ils font partie de ce folklore militant qui mime l'insurrection et rejoue périodiquement le psychodrame de la révolution. Ils constituent une soupape conventionnelle permettant, tout compte fait, que se perpétue l'ordre social, et tous les acteurs y participent, chacun jouant une partition prédéfinie à l'avance.

C'est l'impasse dans laquelle les gilets jaunes sont en train d'être poussés par l'industrie médiatique (qui y trouve du spectaculaire vendable), le gouvernement (qui joue le pourrissement rédhibitoire au risque du chaos), les partis (qui se flattent en rendant l'exécutif responsable), l'appareil répressif (qui éloigne ainsi sa base des manifestants) et bien sûr les groupuscules émeutiers (qui se donnent l'impression de jouer un rôle historique). Alors que l'essence d'un mouvement spontané comme celui des gilets jaunes est d'être radical, pacifique, omniprésent, insaisissable et imprévisible<sup>1</sup>, la crispation sur d'uniques affrontements hebdomadaires le prive de cette force populaire incomparable : en le laissant se placer sur le terrain militaro-policiier, l'État et ses réseaux, qui y excellent, le rendent finalement maîtrisable et pourraient, en dernier recours, faire appel aux forces anomiques qui peuplent le pays (mafias, gangs, djihadistes...) pour le neutraliser.

## **La colère, l'émeute et la révolution**

Si la violence populaire et politique permet d'abord de faire entendre une exaspération sociale poussée à bout, puis de combattre symboliquement le

---

1 « Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

monopole de la contrainte physique qui fonde l'État, son stade ultime est celui de la tactique : il s'agit de prendre possession d'armes, de territoires et de lieux de pouvoir (médias, ministères, parlements, banques) afin d'initier un changement de régime. Les deux premiers types de violence sont ceux d'une minorité de gilets jaunes depuis le début, le troisième n'apparaît que ponctuellement sur les lieux de blocages et de filtrages. Mais pousser ce dernier à son terme n'aurait de sens que dans une perspective authentiquement révolutionnaire, que personne n'envisage sérieusement et qui ne pourrait être inaugurée que par le ralliement d'une partie des forces de l'ordre ou de l'armée<sup>1</sup>.

En l'absence de véritable possibilité de renversement brutal du pouvoir actuel, la poursuite des affrontements, leur répétition sur le même mode ritualisé, ne peut aboutir qu'à trois choses, nullement incompatibles : un durcissement sans précédent du régime (tendance en gestation depuis quelques années et qui s'esquisse de plus en plus) ; quelques concessions de l'oligarchie (renouvellement plus ou moins important du personnel politique, E. Macron y compris, et mise en place de quelques mesures) ; l'apparition d'un chaos généralisé (par l'irruption d'émeutes de banlieues ou d'une crise économique, par exemple). C'est le sens de l'omniprésence dans les conversations du terme de « guerre civile », sans que personne ne parvienne réellement à en définir les camps<sup>2</sup>.

### **Pour un mûrissement de la situation**

Dans tous les cas, les crises que révèle ce mouvement des gilets jaunes – et qui le rendent éminemment salutaire – seraient alors ajournées, sans bénéfices prévisibles<sup>3</sup> : ni la domination oligarchique, ni l'épuisement énergétique, ni la déliquescence et la partition du pays ne seront véritablement remis en cause. La course à l'abîme dans laquelle nous sommes entraînés ne sera que suspendue – aggravée de surcroît. Nous ne pouvons échapper à cette perspective désastreuse que par l'intermédiaire d'une organisation populaire d'un type nouveau, que le mouvement actuel semble esquisser en mille endroits<sup>4</sup>, qui produise des informations sérieuses, des délibérations populaires, des décisions réfléchies et des actions directes. Il s'agirait de l'institution sur le long terme de ce que font déjà, intuitivement, les gilets

---

1 « Gilets jaunes : La révolution précipitée » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

2 « Gilets jaunes : une révolution sans révolutionnaires ? » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

3 « "Macron démission !" Oui, et après ? » tract disponible sur notre site.

4 « Gilets jaunes : "Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire" » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

jaunes. Seule une telle démocratie directe en acte permettrait de faire éclater les faux clivages idéologiques, de formuler des discours conséquents et surtout de créer des perspectives politiques crédibles<sup>1</sup>.

Sur ce chemin, les embûches sont immenses : aux difficultés de recréer une véritable socialité dans notre société atomisée<sup>2</sup> s'ajoute le vieux réflexe anthropologique qui consiste à s'en remettre systématiquement à d'autres pour les décisions, soit la délégation spontanée du pouvoir. S'y rajoute aujourd'hui l'entrisme gauchiste qui travestit ou fait taire toute voix dissidente, reconduisant à la base l'idéologie bien-pensante qui règne dans l'espace public et que les gilets jaunes avaient ébréchée<sup>3</sup>. À ces chantiers immenses, profonds et anciens, générateurs de désespoir et de découragement, la violence ne saurait constituer une réponse mais plutôt une fuite de nos responsabilités. Les affrontements répétitifs pourraient bien devenir l'exutoire d'une immense frustration provoquée par l'impuissance d'un peuple à seulement exprimer sa volonté et à la traduire en paroles et en actes, sans rien attendre de quiconque<sup>4</sup>.

### **Contre l'idéologie de la soumission et celle de la violence**

La question de la violence ne saurait donc être traitée sur un registre moral, philosophique ou théologique : elle est ici stratégique et politique, c'est-à-dire *pragmatique*. Comme il existe une idéologie de la passivité et de la soumission, du « vivre-ensemble » vendue depuis des années par le « Parti de la Paix » et qui secrète la guerre, existe son complément organique : l'idéologie de la violence, qui la voudrait salvatrice et purificatrice, mais qui ne débouche que sur le renforcement de l'appareil répressif d'État, la militarisation du mouvement et l'appel à l'autorité.

La destruction de toutes les idéologies mystificatrices, c'est cela que nous sommes nombreux à voir en germe dans ce mouvement<sup>5</sup> : l'ouverture d'une ère nouvelle, c'est-à-dire l'occasion historique d'échapper aux schémas stériles qui verrouillent nos possibilités d'agir et de penser, conjointement.

**Lieux Communs**  
**11 – 13 janvier 2019**

---

1 « Gilets jaunes : tentations révolutionnaires et risque de chaos » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

2 « Le piège des réseaux sociaux » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

3 « Ni gauchistes ni fachos, les gilets jaunes sont politiques » cf. *supra*.

4 « Assemblées de gilets jaunes ou cours magistraux ? » texte d'un gilet jaune disponible sur notre site.

5 « "Gilets jaunes" : la démocratie directe en germe ? » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

# Gilets jaunes entre le bistrot et le parti

Mis en ligne le jeudi 24 janvier 2019



[Remarque sur l'image d'illustration : le slogan « Tout le pouvoir aux soviets ! » de Lénine en 1917 a été la première phrase de Novlang prononcée dans l'histoire, puisque dans la réalité le pouvoir bolchevique ôtait simultanément toute liberté à ces assemblées populaires...]

Le mouvement des gilets jaunes est né sur les ronds-points, les péages, les parkings. Il perdure, élargissant considérablement sa palette d'actions directes, scandé par les grandes manifestations du samedi, et tente de se structurer dans la durée. Cette question de l'auto-organisation est à la fois capitale et complexe ; elle soulève une foule d'*interrogations pratiques* qui ne se dissolvent ni dans le volontarisme militant, ni dans le pragmatisme acéphale. Elles renvoient bien plutôt à l'état global de la société<sup>1</sup> et aux volontés réelles de le bouleverser.

## L'évolution du mouvement

L'évolution du mouvement évoque sous certains aspects le soulèvement tunisien de décembre-janvier 2011 : parti des campagnes (les « provinces intérieures ») en réaction à l'arbitraire policier, l'injustice sociale et la vie chère, il avait progressivement gagné les villes en perdant son caractère égalitaire, condamnant à la chute le dictateur Ben Ali sans que les injustices sociales ne s'amenuisent<sup>2</sup>.

Les gilets jaunes, eux, ont vu leur discours officiel se « gauchir » au fil du temps<sup>3</sup>, devenant à la fois plus « convenable » et récupérable par les médias, les formations politiques et le gouvernement. Mais l'impulsion

1 Comme tous les mouvements sociaux – voir : « Notes sur le mouvement social d'octobre 2010 » dans la brochure n° 16, *Octobre 2010. Une lutte à la croisée des chemins*, mars 2011.

2 Lire notre compte-rendu de voyage « Retours de Tunisie » (Brochure n° 17 bis, *Les soulèvements arabes face au vide occidental*, seconde partie, mai 2011). À tel point que le pays est toujours au bord de nouvelles explosions.

3 Cf. « *Ni gauchistes ni fachos, les gilets jaunes sont politiques* », *supra*.

première n'a certainement pas disparu : rendue silencieuse, elle fait irruption massivement lors des manifestations hebdomadaires et, plus discrètement, à travers les intentions de votes en faveur des partis « droite » et l'écho donné sur les « réseaux sociaux » électroniques aux thèses complotistes et extrémistes.

## Séparation entre groupes locaux et assemblées générales

Ce clivage semble se retrouver à l'échelle de l'auto-organisation, où paraît perdurer le clivage entre les *groupes locaux* formés dès le début dans l'action et l'émergence d'*assemblées générales* se voulant fédératrices. S'y manifestent certes les difficultés intrinsèques à la métamorphose d'un mouvement qui ne peut que s'institutionnaliser s'il veut durer<sup>1</sup> – or il le doit – et donc changer, au moins partiellement, d'univers. Mais il semble également que s'y rejoue une *dépossession sociologique et culturelle, éminemment idéologique*.

Car les groupes de base se sont formés sur des lieux micro-géographiques, se sont structurés spontanément par les actions à mener. Ils constituent des milieux affectifs où la socialisation populaire forte a permis une grande hétérogénéité de sensibilités politiques propice à un brassage et un remaniement des opinions. Il s'agit de la « France périphérique » et péri-urbaine, paupérisée et invisible, muette jusqu'alors et sans totems ni tabous idéologiques, ancrée dans un territoire défini qu'ils viennent de se réapproprier – « *On est chez nous !* »<sup>2</sup>.

Les assemblées générales qui émergent sont la plupart en milieu urbain, rassemblent des centaines de personnes, s'instituent avec un appareillage institutionnel ritualisé (bureau plus ou moins formel, commissions, tours de parole, comptes-rendus, etc) qui exige un capital culturel et une expérience largement « de gauche »<sup>3</sup>. Terrain de jeu favori de différents groupuscules<sup>4</sup>, ces grands rassemblements sont initiés et chapeautés par des

1 Voir l'exposé « Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles », dans la brochure n° 24, *op.cit.*

2 Voir le tract du 20 novembre « "Gilets jaunes" : la démocratie directe en germe ? » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

3 Sans parler des invitations d'intellectuels : « Assemblées de gilets jaunes ou cours magistraux ? » texte d'un gilet jaune, disponible sur notre site.

4 Voir par exemple : « Les assemblées générales, école de démocratie ou terrain de jeux pour mana-

gens souvent très politisés – quelquefois honnêtes – mais conditionnés à saboter ou éviter intuitivement toute discussion sur des thèmes non conventionnels pour le gauchisme culturel (l'Europe, la fiscalité, les PME, et surtout l'immigration, l'islam, la délinquance, les banlieues...) tout en se voulant universalistes – « *Tous ensemble !* ».

Ce clivage entre deux entre-soi est évidemment hérité des décennies précédentes et se reproduit *alors même que le mouvement des gilets jaunes veut confusément y mettre fin en recomposant une unité populaire.*

### **Clivage et impasses multiples**

Cette séparation constitue évidemment une impasse, et les critiques des uns envers les autres sont souvent aussi exactes qu'elles permettent à chacun de rester aveugle à ses propres travers.

Impasse sociologique et idéologique reconduisant l'opposition stérile gauche/droite mais aussi impasse politico-organisationnelle : les groupes locaux s'enferment dans un tribalisme consanguin dont l'évolution va de l'intégration aux institutions (mairies, syndicats...) aux actions désespérées<sup>1</sup> tandis que les assemblées, à force d'abstraction, risquent de s'arracher au terreau vivant de la lutte pour n'aboutir qu'à d'énormes collectifs gauchistes transversaux qui pallieront leur apesanteur à travers leur obsession des prétendus « quartiers populaires », dont le silence ne fait que confirmer la sécession ethnico-religieuse<sup>2</sup>.

### **Ne pas reproduire le morcellement social et territorial**

Ce clivage entre le « bistrot » et le « parti », si l'on veut caricaturer l'écart entre le peuple et ses relais organisationnels, est finalement une impasse parce qu'il ne peut que reproduire les grands traits de nos sociétés.

Ainsi l'« anti-intellectualisme » qui oppose ceux qui occupent (ou ont occupé) les bords de routes et les beaux parleurs sur estrades est l'héritier direct de celui qui a été minutieusement tissé par tous les « penseurs »

---

gers en herbe ? » (brochure n° 16, *op. cit.*) ; « Comment manipuler une assemblée générale » ainsi que « L'antidémocratie », textes disponibles sur notre site.

1 « Gilets jaunes : la violence et l'impasse », *supra*.

2 « Gilets jaunes : une révolution sans révolutionnaires ? » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

gauchistes qui ont couvert les atrocités commises au nom du « prolétariat » depuis maintenant un siècle.

Parallèlement, le « basisme » qui caractérise le mouvement des gilets jaunes depuis ses débuts s'enracine dans le refus obstiné de désigner explicitement tout porte-parole certainement plus talentueux mais trahissant les aspirations et l'*ethos* populaires. Cette posture ou celle du « dégagisme » compulsif sont intenables. Elles reconduisent tacitement des « représentants » nationaux qui ont spontanément émergé, *salutairement ambivalents*, et ne fait qu'entériner et rationaliser la tendance implicite au système représentatif « républicain ».

De même l'« immédiatisme » du mouvement, visible dans le simplisme consensuel d'un « *Macron démission !* »<sup>1</sup> ou de quelques mesurette, est le nom de la méfiance viscérale pour toute organisation artificielle tout autant qu'une expression et un vecteur de la panique face à la disparition d'un monde où le niveau de vie allait croissant.

## L'enjeu de l'organisation

Le mouvement des gilets jaunes n'est qu'un début de réaction du peuple français qui comprend que son univers familier est en train de sombrer. Il faut se féliciter de son caractère profondément pacifique, modéré et intelligent au regard de ce qui se passera lorsque les populations comprendront véritablement que *la fête est finie*<sup>2</sup> et que le monde renoue avec des logiques d'un autre âge<sup>3</sup>.

L'enjeu de ce qui se déroule – et d'autant plus que les médias détournent leur regard vers les diversions officielles – est donc considérable : il s'agit de construire le terrain où les réactions populaires futures se dérouleront. La question de l'organisation, indissociable de sa dimension politico-idéologique, est urgente mais doit également prendre le temps de se poser et de s'élaborer *patiemment*<sup>4</sup>.

---

1 Voir le tract « "Macron démission !" Oui, et après ? », disponible sur notre site.

2 Sur la perspective de la fin de la société de consommation, cf. l'interview « Décroissance et démocratie directe » (dans la brochure n° 22, *Idéologies contemporaines*, juin 2017), ainsi que l'exposé « Écologie et démocratie directe », disponibles sur notre site.

3 Voir l'émission de radio « Le voyage vers l'empire a déjà commencé » ainsi que l'Introduction à la brochure n° 23, *L'horizon impérial*, mars 2018.

4 On lira, sur la nécessité d'élaborer une organisation : « Tentations révolutionnaires et risque de chaos », dans la brochure n° 24, *op.cit.*

## Maintenir ouvert le chantier de la démocratie directe

Cette interrogation pratique ne trouvera de réponses que sur le terrain, par les gens eux-mêmes, et qui correspondront circulairement à leurs aspirations répondant à leurs expériences. En ce sens, la stérilisation des assemblées générales placées sous le tir tendu des réflexes militants mène droit *au discrédit de toute perspective populaire de démocratie directe* – sur le modèle de l'épisode catastrophique de « Nuit Debout »<sup>1</sup> – comme si le gauchisme culturel cherchait à saboter la seule issue collective aux catastrophes en cours<sup>2</sup>. C'est le spectre qui plane sur le bel appel de Commercy à constituer une « assemblée des assemblées »<sup>3</sup>.

La forme-assemblée telle qu'elle est aujourd'hui reproduite est issue d'une histoire qu'il s'agirait de continuer sans fétichisme ni nostalgie<sup>4</sup>. Des formes nouvelles sont à créer, à rebours du narcissisme connecté<sup>5</sup> et contre les placages idéologiques plus ou moins calculés. Des expérimentations sont à mener, partout, afin d'articuler la vie des groupes locaux pour trouver une structuration à plus large échelle, avec pour boussole *la reconstitution d'une culture populaire politique*<sup>6</sup>.

Si le mouvement des gilets jaunes doit aboutir à la formation d'une nouvelle forme d'organisation – et c'est son seul avenir conséquent –, il ne pourra le faire qu'à travers un travail s'émancipant des idéologies constituées qui gèlent la réflexion et transcendant les clivages sociaux qui cloisonnent toute volonté d'unité. Le chantier qui est devant nous est à la fois immense et intimidant.

---

1 Voir notre *Dossier thématique : Les mouvements « Nuit Debout » & contre la réforme du code du travail*, disponible sur notre site.

2 Voir l'émission de radio « La démocratie directe et ses lieux communs », *infra*.

3 Voir le « *Deuxième appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !* », prévue pour le 26-27 janvier.

4 Lire le tract « Pour des assemblées générales autonomes » dans la brochure n° 16, *op. cit.*

5 Cf. « Le piège des réseaux sociaux », dans la brochure n° 24, *op.cit.*

6 Voir la retranscription de l'émission de radio : « Gilets jaunes : "Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire" » dans la brochure n° 24, *op.cit.*



## Les trois dimensions d'une organisation démocratique

Des trois dimensions d'une organisation visant la démocratie directe<sup>1</sup>, il n'en existe actuellement qu'une seule qui concerne le mouvement des gilets jaunes : c'est la dimension *insurrectionnelle* ou *révolutionnaire*, actuellement sans issue<sup>2</sup>. La deuxième, la tendance *expérimentale* ou *utopique*, appartient, encore, à un autre imaginaire, essentiellement celui de l'écologie et de l'économie solidaire : elle parsème le territoire sous forme de myriades d'associations, de collectifs et d'initiatives, qui préparent de multiples manières le monde de l'après-pétrole et de la relocalisation, mais dont la dimension politique reste fortement superficielle<sup>3</sup>. La troisième et dernière dimension, la dimension *théorique* ou *intellectuelle*, est aujourd'hui étonnamment diffuse et protéiforme – elle pourrait bien s'incarner dans un « populisme » démagogique bricolé autour d'une personnalité providentielle...

Quoi qu'il en soit, elle ne pourra qu'être déjà totalement étrangère aux milieux gauchisants qui croupissent dans leurs références momifiées barrant la route à la réappropriation des « *trésors perdus* » des mouvements ouvriers. Rares sont les apports positifs que ces falsificateurs pourraient fournir à un peuple occulté et méprisé depuis des décennies, et jeté littéralement dans les eaux brûlantes du complotisme victimaire.

**Lieux Communs**  
**23 janvier 2019**

---

1 Lire « Notes sur l'organisation des collectifs démocratiques » dans la brochure n° 20 bis *Démocratie directe. Enjeux, principes et perspectives. Deuxième partie : lutter pour l'auto-gouvernement*, mai 2014.

2 Voir l'introduction « La révolution précipitée » de notre brochure n° 24, *op. cit.*

3 Voir l'exposé : « (In)Actualité de la démocratie directe », dans la brochure n° 23, *op. cit.*

## Putsch gauchiste à Commercy

---

Mis en ligne le samedi 2 février 2019

Les 26 et 27 janvier 2019 s'est déroulée « l'assemblée des assemblées » à Commercy (Meuse), censée regrouper les mandatés de toutes les assemblées de gilets jaunes de France<sup>1</sup>. Il s'agissait donc d'un embryon de structuration sur des principes d'auto-organisation d'un mouvement atypique né il y a plus de deux mois et demi sur les ronds-points et qui réussit pratiquement à échapper à toute récupération politique et idéologique. Mais aucun observateur depuis une semaine ne semble surpris du virage opéré à l'occasion : à la lecture du texte qui en émane, il ne fait plus aucun doute que les gilets jaunes seraient désormais de gauche, et même d'extrême gauche...

En réalité, le vaste mouvement de récupération lancé par la gauche institutionnelle et ses réseaux militants<sup>2</sup> a trouvé dans ce week-end son point d'orgue : ces rencontres nationales, auxquelles nous étions, ont été progressivement placées sous le signe indiscutable du gauchisme. Celui-ci y a confirmé sa raison d'être historique : parasiter toute initiative populaire pour imposer son catéchisme hors sol et répandre son déni consubstantiel de toute réalité réfractaire.

### **Profiter des difficultés de l'auto-organisation locale...**

Il est évident que « L'appel de Commercy » a été lancé alors que le mouvement commençait seulement à se formaliser et rencontrait sur cette voie de multiples difficultés. Parmi celles-ci, les plus importantes sont certainement d'ordre sociologique : le passage de l'occupation d'un rond-point à la délibération en assemblée générale n'a rien d'évident pour beaucoup, et l'on y retrouve la césure entre territoires urbains ou périphériques, entre classes sociales, entre niveaux d'instruction et, bien entendu, degrés de politisation et d'expériences militantes. Les gilets

---

1 Voir le « *Deuxième appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !* ». Le groupe de Commercy lui-même s'est constitué bien avant le mouvement des gilets jaunes à partir notamment de la lutte contre le site d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure.

2 Voir les deux émissions de radio : « *Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire* » et « *Gilets jaunes : une révolution sans révolutionnaires ?* » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

jaunes qui s’y aventurent le font souvent pour la première fois et y découvrent un monde où certains sont évidemment bien plus à l’aise que d’autres pour manier les ordres du jour, les tours de parole, les applaudissements et les comptes-rendus de commissions... Ce clivage entre le « bistrot » et le « Parti »<sup>1</sup> ne peut que se trouver redoublé lors de la désignation de porte-parole ou de délégués, du moins lorsque ce processus aboutit.

### **... pour former un Comité Central**

À « l’assemblée des assemblées » – qui n’est donc en rien une « assemblée des ronds-points » – les 75 délégations faites de mandatés et d’observateurs étaient fort disparates, à plusieurs niveaux.

Certains lieux pourtant actifs n’en avaient envoyé aucune (comme Caen, le Puy-en-Velay ou Bordeaux), d’autres au contraire avaient acté leurs divisions internes en envoyant deux distinctes (Nancy), et certaines représentaient des localités qui ne s’étaient jamais distinguées par leur activisme (une dizaine de groupes rien que pour l’Île-de-France) ou même des groupes non localisés venus pour faire valoir leurs particularités (« stylos rouges », DAL !, Chômeurs et Intermittents, femmes gilets jaunes...).

Alors que quelques mandatés, jeunes, issus de catégories sociales supérieures et très politisés – certains se connaissaient déjà et se retrouvaient avec une joie non dissimulée – maîtrisant parfaitement les codes de la harangue et des retournements rhétoriques, ne se privaient pas de s’en servir malgré leurs gilets jaunes immaculés à peine dépliés, nombre de délégués peinaient à seulement comprendre les méandres des discussions et se tenaient cois, intimidés par les 400 personnes réunies sous la surveillance permanente des caméras, appareils photo et micros qui rediffusaient en direct les échanges.

Enfin, le gauchisme s’affichait discrètement mais sans partage : aucun drapeau français, aucune Marseillaise entonnée (on chantera le soir venu la version locale du « chant des partisans » et « Bella Ciao »), mais des T-

---

1 Voir « *Les gilets jaunes entre le bistrot et le parti* », *supra*.

shirts « Free Palestine » ou « Pour Adama Traoré » arborés, tout comme s'étalait sur la table de presse une bonne partie de la littérature gauchisante convenue (ATTAC, DAL, « Résistons Ensemble », etc.) ou récupératrice (« Jaune », « *Le gilet jaune révolté* », etc.)<sup>1</sup> tandis que les reporters courageux et impartiaux de *CQFD*, *Ballast* et *Libé* s'aventuraient en terrain hostile...

## Présentations : nous sommes entre gens biens (-pensants)

Le tour de présentation de chaque groupe, qui prit plusieurs heures, fut l'occasion pour quelques-uns d'installer en connivence ce *Surmoi gauchiste diffus* qui présida au week-end.

Ce furent les délégations de la Plaine Saint-Denis, de Belleville (Paris) et de Paris XVIII<sup>e</sup> qui ouvrirent le bal, sans trop de risques, par le mot d'ordre « *antiracisme, antisexisme, antihomophobie !* ». Ce positionnement ne coûte pas grand-chose (qui donc irait contre ?) mais rapporte beaucoup : il reprend la fable gouvernementale d'un mouvement de « gilets bruns » tout en culpabilisant ceux qui ne le revendiquent pas haut et fort et surtout constitue un cri de ralliement et de reconnaissance des chasseurs de *crimepensée*. Car il est aussi implicite qu'évident qu'une fois énoncé, toute éventuelle référence à la laïcité, toute réserve sur le « multiculturalisme », tout questionnement sur l'immigration ou toute inquiétude sur l'ensauvagement en cours ne pourra être prononcé qu'avec de multiples précautions oratoires qui ne sauront de toute façon faire disparaître une suspicion naissante. Personne ne s'y risqua, bien entendu, et l'insécurité culturelle et physique ne fut jamais reliée à l'insécurité sociale<sup>2</sup>. C'est ce slogan qui permit tranquillement par la suite de prononcer en toute bonne conscience les prévisibles « *Soutiens aux migrants* » (pas aux réfugiés : aux migrants) puis les appels martiaux aux « *quartiers populaires* », sans que, évidemment, personne ne songeât seulement à noter que le racisme, le sexisme et l'homophobie contemporaines sont massivement le fait d'immigrés – ni l'absence de dénonciation de l'antisémitisme. Comme une providentielle confirmation de l'imminence du péril fasciste, l'annonce à la cantonade de l'agression de quelques infiltrés du NPA dans le cortège parisien par une

---

1 On notera la mise à disposition du « livre » de Patrick Farbiaz *Les gilets jaunes. Documents et textes* (Éditions du croquant, janvier 2019), parfait exemple de réécriture instantanée ordurière de l'histoire en cours.

2 Voir « *Tentations révolutionnaires et risque de chaos* » dans la brochure n° 24, *op.cit.*

dizaine de « Zouaves de Paris » (affiliés au GUD) finit de resserrer les liens de la camisole idéologique que l'assemblée venait de se faire enfiler.

Les présentations terminées, les choses étaient claires et le cadre posé : nous étions entre gens bien, le réel ne passerait pas.

## Des revendications à l'appel final

Le groupe accueillant de Commercy avait fait circuler une semaine auparavant un questionnaire auquel seule une vingtaine de groupes avait pu répondre : la synthèse des revendications<sup>1</sup> présentée frappe par son politiquement correct et son caractère « de gauche » contrairement aux listes initiales<sup>2</sup> et à ce qui ressort de toutes les discussions sur le terrain ou sur le net<sup>3</sup>. La chose ne fut bien entendu pas pointée et la proposition, étrange, d'en faire le document final de la rencontre fut rapidement supplantée par l'idée de rédiger *in situ* un appel national improvisé. La majorité des délégations n'étaient bien sûr pas mandatées pour cela, mais les effets de manches de celles qui prétendirent l'être eurent raison de ces scrupules : un comité s'auto-constitua informellement afin de la rédiger pour le lendemain, presque exclusivement constitué de militants gauchistes (syndicats, partis et groupuscules) qui firent taire les importuns, y compris en plénière lors de sa présentation. Les « débats » lors de la lecture de la première version furent symptomatiques : les uns dénoncèrent timidement la prétention malvenue à parler au nom de tous les gilets jaunes, un texte soluble dans le verbiage politico-syndical, l'absence de la mention de l'autonomie des groupes de base, l'escamotage du monde rural au profit des fameux « quartiers populaires », le refus de trier politiquement dans les violences des groupuscules ou d'apporter implicitement un soutien aux centrales syndicales ; les autres insistèrent à cor et à cri pour y inclure l'égalité absolue entre français et étrangers (sans doute proposée par un agent double du Medef), se plainquirent que l'assemblée ne soit pas représentative car « *trop blanche* »<sup>4</sup> ou que les termes « *anticapitaliste* » et « *antifascisme* » n'y figurent pas... Le comité répondit à ceux-là que des considérations

---

1 Disponible sur internet.

2 Voir par exemple la liste de 48 revendications envoyées aux médias début décembre.

3 Voir « *Ni gauchistes ni fachos, les gilets jaunes sont politiques* », *supra*.

4 On notera avec étonnement que « l'assemblée des assemblées » a tout de même été, sur ce point, plus riche de la « diversité » française que les groupes et les cortèges de gilets jaunes observés partout en France depuis douze semaines, qui demandent pourtant moins d'efforts pour s'y rendre.

« *tactiques* » ne permettaient pas d'utiliser le vocabulaire habituellement employé, tout en accédant à la plupart de leurs demandes... Déjà l'indigénisme perçait sous le gauchisme...

L'appel fut voté dans une fausse unanimité, beaucoup de délégations lassées votant avec leurs pieds. Il fallut un certain courage aux trois personnes levant la main « contre », qui essuyèrent des regards torves jusqu'à leur départ. Bien entendu, cet appel qui devait être avalisé par les assemblées locales la semaine suivante fut immédiatement diffusé et même déclamé face aux caméras dans la joie bonasse d'un bon coup réussi<sup>1</sup>.

Le travail en commissions fut fait à l'envi : très peu de contradictions furent entendues, et les interventions non conformes ne furent pas retenues dans les synthèses. Le pauvre hère qui proposa de court-circuiter les syndicats dans les entreprises ou évoqua l'effondrement écologique peu compatible avec le niveau de vie ou encore la laïcité comme valeur importante à l'heure où le Concordat pointe son nez reçut un accueil dubitatif, des mouvements de tête incrédules, voire une hostilité franche et sans détour.

Quelques SMS au patron envoyés plus tard, Mélenchon put déclarer, ravi et dans le plus pur style stalinien : « *L'assemblée des assemblées citoyennes de gilets jaunes à Commercy semble prolonger en profondeur le mouvement né sur les ronds-points en lui donnant une expression collective non partisane* »<sup>2</sup>.

### **Pendant ce temps, du côté de la réalité...**

Derrière la scène, les choses étaient différentes. Beaucoup de participants sentaient que quelque chose n'avait pas tourné rond, sans mettre de mots dessus. On se lassait des échanges interminables, sans comprendre que redondance est mère de sabotage ; on admirait ceux qui savaient se faire applaudir, sans se rendre compte qu'ils ruinaient systématiquement les élans d'intelligence qui surgissaient çà et là ; on pensait que le gauchisme outrancier qui s'était imposé là était représentatif des autres groupes de gilets jaunes, et que le sien était à la peine... Mais le chantage à l'« *anti-*

---

1 L'appel en question a été relayé le soir même : « Appel de la première "assemblée des assemblées" des Gilets jaunes » sur le site *Reporterre*.

2 Mélenchon : l'« *assemblée des assemblées* », « *l'initiative la plus captivante* » des « *gilets jaunes* » *lefigaro.fr* du 28.01.19.

*racisme, etc.* » laissait songeur, tant il semblait aussi plaqué sur le mouvement que les accusations du gouvernement, qu'il semblait étrangement reprendre implicitement sans plus de fondement. Les « questions qui fâchent » étaient loin d'être ignorées, et taraudaient bien des esprits, mais personne ne prenait plaisir à les énoncer tant le monde qu'elles décrivent est sinistre, et leur escamotage public était finalement un soulagement face aux enjeux qu'elles soulèvent, aux divisions qu'elles génèrent et aux insultes qu'elles font naître chez de parfaits inconnus. L'idée souvent exprimée de « *retourner aux ronds-points* » sonnait comme une volonté fatiguée de renouer avec les sources du mouvement, loin des tractations, des tribuns et des entourloupes, bref, loin de « *la politique* »...

Certains étaient discrètement lucides sur la manœuvre à laquelle ils venaient d'assister, identique à celle qui s'était déroulée dans leur assemblée locale... qui se propose d'accueillir un jour une prochaine « assemblée des assemblées » – en plus de celle annoncée à St-Nazaire –, on y dissertera certainement des « privilèges blancs » dont bénéficie indûment la France périphérique...

### **Quelques conclusions**

Ce qui s'est passé à Commercy est un noyautage en règle.

Le gauchisme, comme à son habitude, a profité de l'inexpérience et du tâtonnement populaires pour prendre l'ascendant et plaquer ses lubies idéologiques sur cette lutte exemplaire que le petit peuple mène pour ne pas disparaître complètement dans le silence. Le refus des gilets jaunes de jouer la carte partisane ou communautariste, leur volonté de remettre à plat les discours convenus, leur attachement à l'universalisme et leur courage physique ont été instrumentalisés par quelques gardes rouges de la bien-pensance. Ceux-là préfèrent saborder une tentative d'organisation profondément démocratique à l'échelle nationale plutôt que de laisser un peuple écrire son histoire hésitante en reprenant des formes que l'on pensait oubliées. Ce qui se déroulait dans l'enceinte médiatique et sur les ronds-points depuis maintenant des mois s'est invité dans l'embryon d'organisation du mouvement lui-même, achevant de pourrir ses modes d'expression et de structuration, et reconduisant les impasses auxquelles les gilets jaunes cherchent précisément des portes de sortie :

- Au niveau idéologique, le chantage du gauchisme culturel se resserre, prenant en étau le mouvement des gilets jaunes par le discours officiel conjugué à l'entrisme militant, lui imposant de se réduire à un mouvement pour le pouvoir d'achat en échange du carcan du politiquement correct.
- Au niveau organisationnel, à la différence entre les soutiens du mouvement et les gilets jaunes impliqués s'était rajouté le clivage entre les ronds-points et les assemblées – il vient là de se creuser une partition idéologique entre la formation d'un comité central et les assemblées de base, pérennisant la fausse antinomie entre action et organisation.
- Au niveau politique, les gilets jaunes déjà dépossédés de toutes les institutions du pays, mises au service du nouveau monde qu'ils rejettent en bloc, viennent de perdre leur première tentative d'auto-organisation à l'échelle nationale – et qui leur en tiendra rigueur ?

Il est évident qu'à l'échelle du mouvement, ce putsch gauchiste n'est qu'une péripétie, mais qui produira son lot de désespérés et sans doute un dégoût croissant des formes civiles de la colère. Il grossira sans doute les rangs de ceux qui ne croient qu'en la « verticalité », dans le « bon leader », l'affrontement de rue<sup>1</sup> et/ou les règlements de compte électoraux – dont le gauchisme culturel se servira pour nourrir ses fantasmes de *guerre contre le peuple*.

Pour les autres, le chantier reste grand ouvert<sup>2</sup>, et les ennemis de la souveraineté populaire plus nombreux que jamais.

**Lieux Communs**  
**01-02 février 2019**

---

1 Voir « *Gilets jaunes : la violence et l'impasse* », *supra*.

2 Voir « *Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles* » dans la brochure n° 24, *op.cit.*



## Les gilets jaunes et les millénaristes

---

Courrier du 26 février 2019

Salut J.,

Je suis largement d'accord avec [le] regard [de J.-C.] sur le mouvement des gilets jaunes, *modulo* vos remarques sur le rôle des manifs du samedi [qui servent de seules soupapes aux gilets jaunes issus de périphérie et pas seulement de défouloir aux « casseurs œdipiens » des villes et banlieues].

La distinction entre le mouvement des périphéries et les assemblées urbaines est fondamentale (le « *bistro* » et le « *parti* » tels que je le formulais) quoique moins tranché, et se retrouve au niveau micro-sociologique de l'agglomération de P. et alentours. Les gauchistes y jouent le rôle de catalyseurs des pires tendances : la bureaucratisation des assemblées et la fascination pour le cycle violences / répression (« Il n'y a que la violence qui paie »). Cette terrible et dévastatrice dialectique est étrangère aux « *vrais gilets jaunes* » – c'est ainsi qu'ils se reconnaissent, à partir d'un alliage singulier de bon sens, de bienveillance, de pragmatisme et de ténacité qu'ils trouvent évident et qui m'éblouit littéralement, me tire des larmes : il faut voir, ici, « *Mamie péage* », 900 € de retraite après une vie en usine à éviscérer les poulets, te démonter une barrière et scotcher les caméras en deux temps trois mouvements sous l'œil bovin des gendarmes, qu'elle tient par les cornes.

Mais leur force est leur faiblesse : l'absence quasi totale de culture politique historique. Mon rôle, pour autant que j'essaie de servir à quelque chose, est de mettre des mots sur ce qui se passe, qu'ils comprennent intuitivement très bien, et notamment celui de « *gauchisme* », qui sonne et donne cohérence à toute une série de phénomènes.

Il y a quelques gauchistes qui sévissent, certains sévères, mais ils rentrent surtout en résonance avec la désespérance et l'impatience des plus pauvres et marginalisés, des « *cassoc* », des « *nouches* » (manouches), des zadistes-à-chiens, etc. Ce gauchisme diffus est une sorte de millénarisme que les militants formalisent et exaspèrent, jouant évidemment leur fonction objective de sabotage du mouvement. Eux-mêmes semblent mus par une idéologie extérieure, tellement la réalité locale les dément perpétuellement, et ç'en est touchant de bêtise, de voir leur esprit obstrué par une sorte de *fatberg* (l'iceberg de graisse des égouts londoniens) venu du XX<sup>e</sup> siècle... Ils

comprennent, en tête à tête, entrevoient l'univers libre derrière leurs lapsus, et puis se refont posséder...

*Grosso modo*, il y a donc ces deux tendances : la première, gauchisto-millénariste, celle de l'échec rassurant, qui dégoûte les flics de leur propre complicité avec nous, multiplie les GAV [garde à vue] *pour rien* sinon entretenir la peur, insuffle implicitement le spectre d'un Grand Soir, méprise les revendications (pourtant ici minutieusement compilées), etc. Et la seconde, admirable, qui cherche une issue de secours, mobilise ses liens dans toute la société, résonne à l'oreille de tous, veut continuer, tâtonne, essaie, se trompe, tombe, se relève, repart. Multiple et majoritaire, elle évolue paradoxalement dans une énorme solitude puisque les fils historiques ont été brisés et que les rares individus qui les tiennent dans leurs mains sont sous emprise idéologique. J'essaie de coaliser la seconde, d'explicitier, de nommer, de dire et de faire dire, d'autoriser les intelligences illégitimes.

D'accord, aussi, sur l'avenir : les grandes explosions sont à venir. Le petit ru qu'ouvre les « gilets jaunes » va être submergé dans une débâcle sans précédent lorsque les populations (et notamment les jeunes qui se tiennent presque explicitement *en réserve*) vont comprendre que la fête est finie.

Autre élément : l'Énorme Tabou que forme le triptyque immigration / islam / délinquance ou, plus globalement, la *question identitaire* au sens large et dépassionné du terme. Partout présente, dite nulle part, interdite de pensée – *crimepensée*. Il faut, n'importe où et avec n'importe qui, assumer d'abord pleinement ses positions pour que les langues se délient, toujours discrètement mais, surtout, jamais sans aucune outrance : ici, c'est [Yasmina] la plus « *facho* »... Questions partout tuées et quelquefois à dessein : un islamiste présent depuis le début est, là, *dixit* « *pour ne pas qu'on parle mal de l'islam et de mon pays, le Maroc* »... Police politique, qui fait écho à l'obsession délirante des « *quartiers populaires* » (ici les C.) des gauchistes, face auxquels les « vrais gilets jaunes » ne savent quoi répondre, sinon la conscience floue mais insistante d'une « guerre civile » à venir (« *Nous, on est les gilets noirs* » lançaient des salaf[istes] goguenards lorgnant notre défilé entre les tours).

Il faut vraiment que je finisse ce texte sur « Les gilets jaunes et l'empire » : d'un mouvement profondément anti-impérial, le gauchisme tend à en faire un mouvement de marge...

Bon courage à toi.

## **Gilets jaunes : on veut du soleil, pas Ruffin !**

---

*Mis en ligne le samedi 4 mai 2019*

*Critique du film de François Ruffin consacré au mouvement des gilets jaunes « J'veux du soleil ! », reçu d'un intéressé, anonymée à sa demande.*

Bonjour citoyennes et citoyens,

Hier a été projeté le film de Ruffin « *j'veux du soleil* » version courte pour les ronds-points. 300 personnes, plus pour certains. Le film est mauvais même si les gilets jaunes [G.J.] qui sont interviewés ont de la « gueule » comme on dit, même si certains montages sur Macron font rire. Le film est une litanie de plaintes sur les difficultés de finir le mois, donc extrêmement réducteur. En effet, pratiquement pas de prise de vue de certaines ambiances (assemblées, fêtes de G.J., discussions avec des automobilistes ou entre G.J.).

D'autre part, en fréquentant le rond-point depuis cinq mois je me suis aperçu rapidement que les plaintes étaient beaucoup plus diversifiées qu'une pure liste de revendications au sujet des taxes et des salaires. Des G.J. me disaient qu'ils étaient là non pas pour un problème crucial d'argent mais parce qu'ils en avaient ras le bol, de quoi ? eh bien de tout, d'être pris pour des cons, de l'arrogance et du mépris, du non-sens de cette vie « travaille, consomme et ferme ta gueule » comme on chante dans les manifs, de payer pour respirer (on connaît bien ce problème [ici]) etc. Ruffin n'en tient pas compte ou ne le voit pas tout simplement : qu'apprendrait-il donc à des femmes et des hommes qui, soudainement, rejettent le discours partisan et vont se rencontrer sur les ronds-points [R.P.] pour parler de la vie, rien ! Il leur parlerait comme chacun ici le fait, avec ses qualités et ses défauts, il mettrait ses compétences au service des G.J. Comme chacun ici le fait.

En réduisant les protestations des G.J. à des plaintes de personnes accablées par des conditions de vie très difficiles il vise d'abord la recherche de l'assentiment (comment donc s'opposer à ces gens si

accablés ?) et en même temps implicitement il signifie qu'il faut aider ces personnes au langage direct, cru, brut de coffrage en leur fournissant un appui idéologique (comment peut-on penser sereinement avec le ventre vide ?)...

Car cette soirée au R.P. des V. ressemblait à un meeting politique de gauche et là ça craint... On a eu droit à tous les couplets : votez tout sauf Macron (alors que des dizaines de R.P. refusent de se prononcer ainsi cf. l'appel de St-Naz[aire]), la fumeuse convergence des luttes qui nettoie vite fait bien fait la spécificité des G.J. qui sont le mouvement social, la soi-disant peur des migrants de s'associer aux G.J. à cause des fachos (hier dans la manif, une femme « voilée » me disait que les Algériens étaient très solidaires et à l'écoute des G.J.), l'impossibilité de côtoyer des gens comme ceux du Gud (on prend l'extrême d'une tendance pour la diaboliser), etc. Heureusement que nous étions au moins trois à s'opposer à ce ramassis de vieilles chansons. Beaucoup de G.J. n'étaient pas d'accord avec ce qu'avançaient les « degauches », on le remarque à l'applaudimètre et en fin de soirée quand on en discute. Mais politesse oblige, on laisse parler, cela rentre par une oreille et ressort par l'autre. Mais attention ces gens-là avancent leur pion avec précaution, ils sont forts en récup !

Nous sommes toujours les enfants d'un nouveau monde alors attention aux « éducastreurs » et autres « sollicitateurs » en formatage !

Fraternellement

Un G.J. du rond-point des V.

Salut I.,

Merci bien pour ces nouvelles de la ville de B. Et vraiment désolé pour le délai de ma réponse, vraiment déraisonnable... J'ai essayé de compenser par un message un peu substantiel.

Tu me demandes ce que je pense de la situation et « *ce qu'il convient de faire* »...

### **Sur la répression**

Tu évoques la répression, que tout le monde a en tête. Je suis aussi effrayé que toi de son ampleur. Mais il me semble que la première chose à en dire est qu'elle est à l'échelle de ce mouvement et de ses enjeux : extraordinaire. Ce mouvement des gilets jaunes est la porte d'entrée dans un autre monde, une sorte de point de non-retour qui reste à comprendre ; baroud d'honneur ou dynamique ouverte, l'horreur sans fin dans le premier cas, nouvelle époque historique mouvementée dans le second...

D'ailleurs, deuxième chose, la pire répression est aussi la plus discrète. Le contrôle des manifs, les provocations, les nasses et les gardes à vue me semblent bien moins graves que les interdictions préfectorales de fouler les ronds-points, les multiples amendes abusives pour « traversée intempestive de la chaussée », les destructions de cabanes, les menaces sur les propriétaires de terrains qui les prêtent aux Gilets jaunes, l'acharnement envers les petits « leaders » locaux, etc. etc. C'est ça qui me glace. Mais qualifier de « *terroriste* »<sup>1</sup> l'État comme le fait H. Kempf me semble déplacé et mélanger les genres – c'est plutôt un réflexe gauchiste comme l'auteur peut s'en rendre coupable malgré sa lucidité par ailleurs : il faut aller du côté du pays basque des années 80 ou de l'Italie des années 70 pour s'en rendre compte.

---

<sup>1</sup> Voir l'article de Hervé Kempf « Macron, l'État terroriste » publié le 22 mars 2019 sur le site *Reporterre*.

Ici, à P., les gens parlent aussi spontanément de « dictature », de « totalitarisme »... Connaissant *in vivo* la Tunisie de Ben Ali, j'essaie de faire comprendre la différence entre la direction et la destination...

Ensuite, et cela est intuitivement établi depuis des mois sur les ronds-points, le mouvement des gilets jaunes est pris en tenaille entre le gouvernement et les tendances gauchisantes. Leurs points de convergences sont manifestes et leur goût pour la répression n'est pas le moindre, les uns jouant leur autorité, les autres leur engagement sacrificiel. Les gilets jaunes sont pris là-dedans, entre attachement à « l'ordre » et désir de « révolution ». Mais ils ont compris, plus ou moins confusément, qu'il n'y a ni « ordre » ni « révolution » : il y a *montée du chaos*, et cela est beaucoup plus difficile à entendre...

C'est là une réponse que tu trouveras sans doute très désagréable, mais il me semble qu'il faille tout de même la considérer.

### **Ni Paradis à portée de main ni fin de l'histoire**

Elle va à l'encontre de la mentalité militante pour laquelle il y a un autre monde, juste là, à portée de main. Certains le voient, c'est l'avant-garde, les autres non, ce sont « les masses » de gens normaux... Cet autre monde est si simple, si beau : c'est celui de la coopération universelle, de l'entraide et de l'évidence partagée. Il suffirait de presque rien... mais son avènement est perpétuellement ajourné par des forces du Mal. Ce langage religieux est une langue morte pour le *quidam* de base qui voit bien que les pauvres sont loin d'être des anges, que les relations entre humains ne seront jamais faites d'harmonie et que l'on a beaucoup à perdre, même si on a de moins en moins... Ce « réalisme » populaire est empreint, lui, d'une autre évidence, absolument complémentaire : que ce monde-ci est un aboutissement indépassable que viennent parasiter la cupidité des élites, la bêtise des technocrates, le nombre de fonctionnaires (que tu évoques), les retards du progrès technique (*idem*), la hausse contrariée du niveau de vie, etc. Ou les malfaisances du lobby juif et autres reptiliens...

Ces deux positions s'entre-appellent et sont aussi fausses l'une que l'autre : ce monde n'est pas à rafistoler, il sombre et il n'y en a aucun de rechange, strictement, dont il suffirait de tirer la chevillette pour que la

bobinette cherre... Les gilets jaunes oscillent entre ces deux positions, cherchent une issue. Ceux qui entrevoient le chantier à mener sont pris de vertige et rebroussement chemin...

Nous ne sommes pas à la veille de la Révolution Française et pas plus en plein XIX<sup>e</sup>, où le socialisme en radicalisait les perspectives, les portant à incandescence au contact quotidien d'un progrès technique qui semblait ouvrir les portes du Paradis... Si je devais chercher des comparaisons à notre situation historique ce serait, au mieux, dans ce XII<sup>e</sup> siècle, cette sortie encore timide et contrariée du Moyen Âge – et tout reste à faire. Mais notre trajectoire actuelle semble plutôt inverse, en plongée droit vers l'obscurantisme... Ou alors, cela a été dit, dans les années 30, les gilets jaunes comme un Front Populaire aveugle à la conflagration qui arrive... De ce que je lis, je vois, je vis, nous serions plutôt quelque part entre l'Empire Romain décadent et « la grande mêlée de peuples » qui l'a précédé dans l'empire d'Alexandre...

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons plus réfléchir « toutes choses égales par ailleurs », nous changeons d'époque, radicalement et, de plus en plus, de civilisation.

Que faudrait-il faire ? Tu comprends bien que ma réponse peut difficilement être prescriptive...

### **Maintenir ouverte la porte de l'interrogation**

Il me semble possible, de mille manières, de maintenir vivant ce chantier ouvert par les gilets jaunes. Au fond, ce mouvement a posé à la société française LA question : « Voulons-nous continuer comme ça ? Quel pays voulons-nous pour nos enfants ? ». Sur le terrain (lors des tractages) la question fait mouche : tout le monde saisit immédiatement ce dont il s'agit, loin des logomachies médiatiques répétées et des discussions de détails, des lubies des uns et des autres. Nous en sommes là, nous n'en sommes que là, mais c'est déjà énorme... Comme je l'écrivais à C. : « *Nous nous affrontons à un demi-siècle (au moins) de merdier : il est devant nous, là, installé. Mais ces gens sont en mouvement, ils bougent, ils se questionnent, apprennent, demandent, il y a du jeu, un appel d'air, dans lequel s'engouffrent d'ailleurs tous les miasmes idéologiques du moment (complotisme, antisémitisme, gauchisme vague, libéralisme, etc). C'est un peu de*

*l'Aïkido : tant qu'il y a mouvement, il y a déséquilibre, donc possibilité. Je me plante peut-être, mais je ne vois rien d'autre... Et puis tous ces gens sont sympathiques, profondément humains et tellement exaspérés... »*

Il faudrait maintenir ces questions ouvertes : si elles le sont, le « mouvement des gilets jaunes » n'aura été qu'un début.

## **L'aventure de l'institutionnalisation**

De ce que je vois du terrain, il se forme un peu partout des noyaux durs.

J'ai assisté il y a quelques semaines à une assemblée générale exemplaire dans la ville de C. Les gauchistes y avaient été virés dans les semaines précédentes – j'ai cru sentir un *specimen* survivant dans l'assemblée, mais gardant le profil bas, aux interventions timides et contrites... Parole populaire, libre, fluide, intelligente, concrète et lucide... Des années que je n'avais pas vu ça. J'interviens, en tant qu'invité de la ville de P., pour m'excuser de la catastrophe qu'a été la manif du 9 mars où ils avaient été invités ; je leur explique la situation là-bas, pourrie par une poignée de gauchistes qui manipulent, infiltrent et sabotent, voudraient que BMF parle d'eux... Après quelques échanges fort pragmatiques, ils abordent la question épineuse des revendications : ils savent qu'il est impossible de se cantonner à quelques mots d'ordre, que le problème est bien plus profond, sans trop savoir comment s'y attaquer. Je reprends la parole, histoire de voir, leur confiant que je nous crois engagés dans un combat de longue haleine, qu'il s'agit de la réinvention d'une réflexion politique populaire, au-delà du paysage électoral squelettique et des chicanes groupusculaires gauchistes comme droitardes, d'une chimérique VI<sup>e</sup> République, sans sauveur ni tribun, et qu'il faut s'organiser en ce sens... Ça opine à gauche, quelques pouces levés ici, un petit silence de réflexion, on me regarde comme si j'avais dit quelque chose d'intelligent – je ne fais que reformuler ce que j'entends sur les ronds-points. D'habitude on me rabroue – à Commercy, j'avais été toisé comme un malpropre... On parle de s'organiser en association (le « Mouvement citoyen 2.0 », un peu étrange), de tisser un réseau... Plus généralement, c'est plutôt à l'apparition d'une multitude de petits groupes informels que l'on assiste, des liens sociaux forgés dans l'antagonisme avec un État que l'on croyait jusqu'ici à l'écoute de sa population.



Je ne sais pas évidemment ce que tout cela va donner, mais ce qu'il y a à faire serait énorme. Il y a bien peu de « militants » pour mener tous ces chantiers avec ces gens-là, et le terme même est impropre : ceux que j'ai croisés et qui possédaient un peu de bagage théorico-pratique s'en servaient pour imposer leur lubie – qui la Constituante, qui le rétablissement de l'ISF, qui le RIC, d'autres le Frexit, celui-ci « l'autonomie matérielle », tel autre un « cahier de doléances », etc. J'étais tout seul à dégager tous les discours pré-constitués plaqués sur la réalité pour tenter de faire émerger une parole collective, aussi pauvre soit-elle, mais à partir de laquelle il était, enfin, possible de discuter. M'aurait-on proposé de faire passer des textes de *Lieux Communs* comme charte centrale des GJ que j'aurais immédiatement refusé. Attitude martienne, je crois, dans cette époque qui semble incapable de comprendre la marche de l'histoire. L'antinomie était là : soit des tracts solidement charpentés mais artificiellement orientés avec des formules rituelles, soit le squelette de départ (carburant, taxe, démission de Macron, etc.) brandi comme un étendard contre le noyautage et les dérives... Là, la malfeasance du gauchisme de base, fût-il diffus, est évidente, décuplant la difficulté à affronter les grandes questions sans risquer l'éclatement par la reproduction du quadrillage idéologique habituel...

### **Les trois tendances d'une dynamique révolutionnaire**

Tu parles d'une alternative entre quelque chose comme un « moment insurrectionnel » et le fait de « vivre en autonomie », à la campagne. Il y aurait beaucoup à dire sur cette dernière option (peut-être un prochain texte), mais surtout sur cette opposition qui me semble très idéologique. Le texte « *Notes sur l'organisation des collectifs démocratiques* »<sup>1</sup> tentait de décrire les mouvements révolutionnaires des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles comme une convergence de trois tendances : l'insurrection politique proprement dite, l'expérience de pratiques communautaires, la création d'autres références intellectuelles.

Ces trois tendances existent encore aujourd'hui, mais à la fois très découplées les unes des autres et, cause et conséquence, largement idéologisées et décomposées, c'est-à-dire appartenant plus au registre du folklore mort que de l'esprit vivant cherchant passionnément à s'affronter aux réalités.

---

1 Cf. la brochure n° 20 bis, *Lutter pour l'auto-gouvernement des peuples*, mai 2014.

## Cultiver un jardin...

Puisque tu me parles de retour à la terre, j'ose une métaphore pour terminer – inspirée d'une pratique collective problématique du jardinage : les gens veulent de belles fleurs, de beaux fruits, ici, maintenant, tout de suite, comme dans les magazines. Alors ils vont acheter les plantes chez le marchand, exotiques si possible, superbes et qui le restent quelques semaines, presque jusqu'à la mauvaise saison (sinon on en rachète). Et rebelote au printemps suivant... Tu sais comme moi qu'il ne s'agit pas d'avoir un beau jardin, mais un *vrai* jardin, c'est-à-dire un *vieux* jardin. Qu'il y faut du temps et, par-dessus tout, prêter importance à ce dont on se fout, la *terre*, sa vie, son rythme et ses réalités implacables. Qu'il faut une patience active, une sorte d'attention soutenue, une série d'actions décalées pour qu'elle se décompacte, se nourrisse, se couvre, s'alimente à ce que l'on pense être des déchets, que les pseudo-soins qu'on lui prodigue (arroser, labourer, engraisser...) entraînent sur le chemin de la dépendance et de l'assistanat. Il y faut du savoir, de l'intelligence, de la sensibilité, du recul... du recul ! De l'introspection, même – c'est étonnant comme le rapport à la terre est proprement psychanalytique et fait remonter tout le barda mis de côté au fil des ans, enfoui, piétiné, enterré... C'est la mort qui fait la vie, une vie à la fois changeante et inchangeable, une ténacité et une précarité entremêlées... Difficile de faire comprendre qu'une plante malade, qu'un arbre rendu stérile, qu'un fruit parasité peuvent, par eux-mêmes, se débrouiller pour peu qu'une terre riche et vivante leur offre ce dont ils ont besoin, pour peu qu'ils occupent une bonne place et ne soient pas trop mal accompagnés...

Nous en serions là : nous voudrions une révolution, des « masses » hyper-conscientes des maux qui les travaillent, un peuple voulant activement une autre façon de faire humanité, comme dans les livres d'histoire. Mais il manque la base, le sol, la terre, l'humus qui pourrait seul les faire être. Il faudrait des paysans de la société...

Amicalement

## La démocratie directe et ses lieux communs

Retranscription de l'émission *Offensive Sonore* sur Radio Libertaire (89.4 FM) enregistrée le 31 août 2017 et diffusée en deux parties les 11 et 27 octobre suivants. Les passages entre crochets et les notes sont bien entendu des rajouts ultérieurs.

Les propos suivants ont été tenus un peu plus d'un an avant le déclenchement du mouvement des gilets jaunes. Il nous a semblé qu'ils éclairaient rétrospectivement l'événement tout autant qu'ils résument nos positions *a priori*.

**Cyrille :** Aujourd'hui nous allons parler de démocratie directe et pour ce faire nous avons invité Quentin, de *Lieux Communs*. Alors vous étiez un collectif qui a un site internet et vous abordez beaucoup de sujets. On avait déjà fait une émission sur l'islamisme, l'islamophobie et l'islamogauchisme<sup>1</sup> la dernière fois. Là on va parler de vos brochures en trois parties ; *Démocratie directe, enjeux, principes et perspectives*, et on va aborder l'ensemble des questions qui y sont traitées et surtout dans la dernière<sup>2</sup>. Alors Quentin, peut-être qu'avant tu veux présenter l'esprit dans lequel vous avez fait ces brochures ?

**Quentin :** L'idée de ces brochures date de la fondation du collectif, aux alentours de 2006-2008. Il s'agissait d'attaquer des problèmes de fond et finalement d'arriver à décrire, pour cette troisième partie, une société qui fonctionnerait en démocratie directe, d'où le sous-titre « *Ce que pourrait être une société démocratique* », entendu au sens plein du terme. Mais ce qui nous a amenés à nous atteler à ce travail, c'est surtout le contexte géopolitique : nous avons fait une brochure sur la réforme des retraites en 2010<sup>3</sup>, sur le soulèvement tunisien en 2011, sur le mouvement grec, les indignés, en 2011, il nous est apparu qu'au-delà des soulèvements, des mouvements, des insurrections, la question du *projet de société* devait être attaquée de front alors qu'elle ne l'était jamais ou très rarement. C'est un gros travail puisque cela nous a pris trois brochures... Le projet de cette émission, c'était donc d'aborder la chose de manière assez concrète à travers les illusions, les lieux communs (*Lieux Communs*, c'était le nom de notre collectif), les idées reçues, les fausses idées que l'on se fait sur la démocratie directe, de la part aussi bien des

1 « Il y a des affinités anthropologiques très profondes entre un gauchiste et un musulman » dans la brochure n° 22, *op. cit.*

2 *Ce que pourrait être une société démocratique*, brochure n° 20 ter, janvier 2015.

3 Cf. en fin de brochure la liste de nos publications.

gens qui la connaissent mal que des gens qui en sont partisans. Il y a énormément d'illusions qui demeurent sur le sujet, mais je n'en ai listé que six ou sept. Ça va nous servir de trame pour discuter chacune d'elles afin d'aborder les questions de fond que soulève le projet d'un régime d'auto-gouvernement.

## 1 – L'utopie

**C : Alors le premier point, c'est l'aspect utopique de la révolution, cet aspect millénariste selon lequel la société future serait parfaite. Par exemple, je me souviens dans un débat entre gens très radicaux qui critiquaient la notion même d'autogestion ; comme quoi on ne ferait que récupérer les usines qui bâtissent le capitalisme et qu'il faudrait plutôt tout détruire... Et moi je posais naïvement la question : « *Mais il faudra bien à un moment mettre les mains dans le cambouis et autogérer cette société-là même si elle est dégueulasse ?* ». On m'a répondu de manière unanime que, de toute façon, après la révolution, tout ce qu'il y a autour de toi – le plafond, les murs, les gens dehors, etc. – tout cela n'existera plus et tout sera magnifique et extraordinaire, tu ne peux pas te rendre compte à quel point cela sera magnifique... C'est ça, la dimension religieuse, utopique de la démocratie directe...**

**Q :** Effectivement, l'aspect utopique, c'est cette image de perfection d'une autre société harmonieuse, consensuelle où tout irait bien et où il n'y aurait absolument aucun problème de fond. C'est une conception qui est très répandue, même s'il elle est très souterraine parce que rarement exprimée de la sorte. Elle est sous-entendue dans énormément de discussions, d'échanges. Il ne faut pas la prendre à la légère parce que c'est une conception qui vient de très très loin, qui a hanté toutes les révolutions et tous les mouvements sociaux. Notamment parce que la racine des mouvements d'émancipation, c'est la religion, les courants d'hérésies religieuses. Alors peu à peu on s'est extirpé de ce cadre religieux mais toutes les révolutions ont gardé une dimension religieuse, nécessairement<sup>1</sup>. Jusqu'à Mai 68, où il y avait cette dimension mystique où on voulait un monde libéré de tout, avec un irréalisme revendiqué.

Tout cela demeure aujourd'hui et revient même proportionnellement à la dépolitisation de la société qui fait que l'idée d'une autre organisation sociale en est d'autant plus abstraite. Donc on revient à cet utopisme, qui est évidemment fallacieux parce qu'il n'ouvre sur rien. Cela s'est vu chez les situationnistes qui disaient presque explicitement que le monde d'après la révolution sera tellement merveilleux qu'il est indicible dans le langage actuel...

<sup>1</sup> Voir « Fausses figures de l'avenir », ainsi que « Notes sur l'organisation des collectifs démocratiques » dans la brochure n° 20 bis, *Lutter pour l'auto-gouvernement des peuples*, mai 2014.

Lorsqu'on se penche sur les expériences de démocratie directe telles qu'elles se sont déroulées dans l'histoire, que cela soit la Grèce antique ou toutes les révolutions modernes, anglaises, américaine, française, la Russie en 1905-1917, La Commune, 1830, les spartakistes allemands ou la Catalogne de 36, jusqu'en 68, sans oublier la révolution hongroise de 1956 contre la domination soviétique, presque partout on voit cette dimension religieuse. Mais parallèlement, et surtout, une dimension très concrète de mise en place d'un *nouveau régime politique*.

Nous avons l'habitude de dire que la démocratie directe n'était pas une solution, mais au contraire *le début de tous les problèmes*. C'est-à-dire que c'est le moment où la population dans son ensemble s'approprie tous les problèmes qui se posent et qui sont très concrets : les rapports entre les gens, la production matérielle, les ressources naturelles, les transformations culturelles, etc. Et tous ces problèmes-là, il faut les aborder à chaque fois très concrètement ; il faut élaborer des lois, il faut appliquer la justice et tout cela n'est pas un programme écrit, c'est des choses auxquelles il faut se confronter. C'est bête mais il faut rappeler que dans une société d'auto-gouvernement la solitude existera toujours, la vieillesse, la maladie, la mort, la souffrance... C'est ça, la réalité. La question de la justice sera en permanence ouverte, *idem* la gestion des ressources, qui deviennent rares, l'énergie, l'eau, ou la nourriture. Ce sont des questions qu'il faudra aborder de manière très mature et lucide. C'est pour cela que dans cette brochure nous avons essayé de décrire aussi précisément, et de manière la moins démagogique possible, ce que serait une telle société, concrètement. Nous l'avons fait non pas pour n'avoir qu'à l'appliquer à une population passive, mais tout au contraire pour *relancer la discussion là-dessus*, pour que l'idée d'un projet de société devienne concrète et ne retombe pas dans des catégories religieuses ou mystiques.

**C : Ça me fait penser à l'exagération d'une chose qui est vraie : beaucoup de gens disent, « Bon, en gros dans une société parfaite, il n'y aura plus de vol, puisque tout sera partagé, il n'y aura plus de raisons non plus d'avoir de crimes »... C'est une chose qui revient souvent. Du coup, les libertaires abordent très peu cette question. Comme si, d'un coup de baguette magique, les gens arrêteraient de se voler entre eux, alors que la propriété individuelle existera toujours et on ne voit pas pourquoi les réflexes, qui étaient sans doute dus à la survie, disparaîtront comme par enchantement.**

**Daman : Pour compléter la question, même sans tomber dans l'utopisme, comment aborder les questions de justice dans une société de démocratie directe ?**

**Q :** Ce sont de vraies questions. Il faut poser dès le début que le principe de la justice ne sera pas réglé, il sera en permanence en suspens. La question de la loi : « la loi que nous venons de voter est-elle bonne ? », sera en permanence au-dessus de nos têtes. On peut être amenés à changer une loi après quelques années, à en

restaurer une ancienne, à l'abroger, à l'amender, etc. Ces questions ne peuvent que demeurer ouvertes. Qu'est-ce que la justice ? C'est une énorme question. Tout aussi démocratique qu'elle soit, une société démocratique verra toujours des vols, sans doute aussi des viols... Il y aura toujours de la violence entre humains. C'est, à notre avis, une dimension de la condition humaine qui est irréductible.

Évidemment, on peut imaginer qu'une société moins divisée, avec des individus moins soumis à la course à la domination, amènera moins de violence, de vol, de viols, etc. Mais il y aura toujours des cas à traiter, sans solution *a priori*. Par exemple les crimes passionnels existeront encore : comment les traiter ? Élargissons la question à la psychiatrie : si l'esprit humain est ce que l'on pense qu'il est, c'est-à-dire un noyau de démences et de merveilles, une source de monstruosité et de miracles, la folie existera, sans doute prendra-t-elle des formes différentes de celles d'aujourd'hui. Un monde où la folie n'existe plus, ou l'erreur, est un monde qui ne m'intéresse pas, parce que c'est un totalitarisme. Et derrière l'utopisme, il y a le totalitarisme en tant que fantasme d'arrêter l'histoire et de réduire l'humain à un agent, un rouage dans un ensemble qui serait parfait : c'est un cauchemar.

Alors comment traiter, à chaque fois, cette folie, cette démesure, l'*hubris*, comme disent les Grecs ? C'est un véritable défi, mais c'est un défi réel, qui sera posé à toute l'humanité *via* le législateur. C'est difficile d'être plus précis.

**D : Dans le livre *Bolo'bolo*<sup>1</sup>, l'auteur parle de contrôle social des gens. En fait chacun est suffisamment éduqué et émancipé, le problème se résoudra à l'échelle du quartier, en interne parce que tout le monde aura déjà réfléchi à la question. C'est une hypothèse plausible pour toi ?**

**Q :** Ce n'est pas difficile évidemment d'imaginer un certain nombre de médiations, il y en a beaucoup qui existent déjà dans nos sociétés. Je parle de véritables médiations bien sûr, pas des décisions où c'est le prince, le chef qui tranche en fonction de ses intérêts, mais d'une vraie mise en commun à partir d'un conflit entre des gens ou des groupes ou des institutions pour faire en sorte qu'il devienne un moment de *crise* constructive où on reconstruit quelque chose, où se *ré-institue* un rapport social. Ça c'est très possible. Mais s'imaginer un monde où il n'y a pas d'irréductible, d'inconnu, d'intraitable, me semble inquiétant. [Beaucoup de choses peuvent se régler localement, de manière informelle, mais *Bolo'bolo* est très primitiviste : on sait que la justice villageoise est empreinte de conformisme, de grégairisme, d'effets d'entraînement ou d'intérêts. Ce qui se passe sur les réseaux sociaux est représentatif. Il faut donc qu'il y ait possibilité d'appels à l'extérieur de la communauté concernée, au niveau d'autres villages, des fédérations, des régions ou au-delà. Nous aborderons plus tard les institutions relatives à la justice.]

Bon, mais il y a d'autres questions tout aussi importantes qui se posent. Par exemple la question de la guerre. Je me souviens avoir discuté avec un copain du

<sup>1</sup> P.M, 1986, *Éditions d'en bas*.

« *Mouvement du 22 mars* » [1968], en lui posant la question de l'armée en régime démocratique. Il me répond qu'il n'y aura pas d'armée... Alors c'est très sympa, effectivement, il suffit d'imaginer que la révolution soit immédiatement et spontanément mondiale : la question n'a pas lieu d'être... Mais ça n'est jamais arrivé et ça n'arrivera jamais. Il y aura toujours des gens contre la démocratie directe – et heureusement ! – et il y aura toujours des gens qui voudront prendre le pouvoir : la question de la force, et de la force armée, se pose. On ne peut pas la réduire à sa dimension militaire, mais il faut envisager l'affrontement, et c'est une grosse interrogation. Au fond je ne crois pas que l'humanité puisse résoudre véritablement cette question, ou alors on projette une sorte de paix perpétuelle. Mais cette ambition ressemble beaucoup à celle des empires qui dominent tout le monde connu, comme la *pax romana*, où on règle les problèmes entre communautés et ethnies par le fait du prince. On entre dans le cauchemar. Donc il ne faut pas imaginer une société parfaite qui aurait réponse à tout et à son contraire ; il faut, on ne peut que, laisser de l'indécidable.

**C : Je reviens un peu en arrière à propos de ce que tu disais, et que j'ai retrouvé dans la brochure, sur le fait de considérer que nous voulons une société parfaite. On a déjà le contre-exemple de l'URSS qui a été une catastrophe : puisque le système est parfait, il n'y a plus de voleur, plus de méchant, eh bien on met ces gens en hôpital psychiatrique puisque dans une société parfaite, ceux qui dérangent ne peuvent qu'être fous. Les témoignages des gens de l'époque décrivent quelque chose de bien pire que la prison chez nous, lorsque tout part d'un bon sentiment, de la croyance qu'après la révolution, il n'y aura plus de problème.**

**Q :** Effectivement. Mais c'est une tendance qui existe même aujourd'hui, de psychiatriser la délinquance. Les limites entre la délinquance et la psychiatrie sont très ténues. Lorsqu'on est à la rue, on peut se retrouver soit au commissariat, soit dans une antenne psy, ça dépend des phrases clés qui sont prononcées, et on se retrouve soit d'un côté, soit de l'autre, avec des va-et-vient ultérieurs. Une dérive inquiétante de nos sociétés, c'est la psychiatrisation des radicalisés islamistes. On dit que ce sont des « déséquilibrés », on veut donc les « déradicaliser » dans des centres. Mais, après tout, pourquoi ce ne seraient pas des gens avec un projet politique plein et entier à considérer comme des *ennemis* – car ce sont nos ennemis évidemment – et à traiter en tant qu'*ennemis* et non pas en tant que *malades* ? Il y a quelque chose de totalitaire là-dedans. Et lorsqu'on discute avec des anars ou des gauchistes, on sent une fibre totalitaire lorsqu'ils affirment que dans une société idéale, tout sera traité « en douceur ». Je ne crois pas à la « douceur » ou la « tendresse » : ce sont des valeurs tout à fait honorables et respectables mais ce ne sont pas des lignes politiques. La possibilité de se cogner à une loi, qui est collective, qui est légitime, est quelque chose de tout à fait louable, de noble. Alors

ça pose aussi la question des sanctions. Qu'est-ce que c'est qu'une sanction ? Quelles sanctions adopter ? Que fait-on des prisons ? Que fait-on d'une personne coupable, qui reconnaît sa culpabilité ? Certes, on peut la rééduquer, la guérir, la psychiatriser, mais c'est extrêmement dangereux. Alors on la punit, mais comment ? Par exemple, comment fait-on pour les cas de trahison politique ? Une personne est en charge d'un mandat, il le trahit. C'est de la délinquance politique : que fait-on ? On la psychiatrise encore ? Non. En Grèce antique, par exemple, il y avait comme sanction l'*atimie* : l'individu est privé de droits politiques pendant un certain temps : plus de droits civiques, plus le droit de se présenter à l'assemblée, d'avoir une parole publique pendant un an, deux ans, dix ans. Ou l'*ostracisme*, où on chassait la personne de la cité pendant un an, deux ans, dix ans. Ce sont des choses qui semblent possibles, concevables. Pour conclure, cette possibilité de la transgression, de la désobéissance, doit demeurer, en tant que témoignage fondamental de la liberté humaine.

## 2 – La violence

**C :** Du coup on arrive au deuxième point à aborder : l'*insurrectionnalisme*. Alors là, le principe, pour reprendre un dictateur célèbre, même si je crois qu'il a piqué toutes ses phrases, je parle de Mao et de son *Livre rouge*, qui disait qu'« une étincelle mettra le feu à toute la plaine ». C'est-à-dire qu'il y aurait un potentiel révolutionnaire dans chaque humain et qu'ils iraient tous vers la révolution et la démocratie directe, ce serait finalement leur *essence*. Ils seraient aliénés, lobotomisés, il faudrait les libérer en leur disant que c'est la révolution et ils iraient tous dans la même direction. Donc ça on le retrouve dans *L'insurrection qui vient* du Comité Invisible, par exemple, mais aussi dans pas mal de collectifs et aussi le milieu libertaire, il me semble.

**Q :** Absolument. Ça on l'a vu lors des émeutes en France en 2005 ou à Londres en 2012 où une partie de l'extrême ou de l'ultra-gauche avait fait l'éloge des émeutiers, alors qu'on avait affaire à un mutisme et à un procédé purement destructif, des modes d'actions purement nihilistes, mais certains milieux en ont fait des mouvements exemplaires... Cet insurrectionnalisme a aussi été observable par exemple au printemps 2016 lors du mouvement social contre la « loi travail » ou lors des contre-sommets internationaux : des *black blocks*, des groupes d'action, dont le mode opératoire est l'émeute, qui doit être l'étincelle, effectivement, à partir de laquelle tout va s'embraser. Alors là ce sont des milieux très virilistes, mais c'est observable à un autre niveau, beaucoup plus intellectualisé. Je me souviens en mars 2011 en Tunisie, on y était deux-trois mois après le soulèvement, le pays était encore en effervescence. Les copains tout contents nous avaient montré dans une



revue locale un article faisant l'éloge de l'insurrection comme principe, pour elle-même. Alors on ne connaissait pas l'auteur mais très vite on a identifié que cette « pensée » était un mélange de foucauldisme-spinozisme-négrisme. Évidemment la Tunisie, les Tunisiens, les copains à ce moment-là avaient besoin d'autre chose... L'insurrection avait effectivement eu lieu et la question maintenant c'était : *qu'est-ce qu'on fait ?* Et cet article, qui avait un certain succès, tenait lieu de réflexion ou plutôt *empêchait* toute réflexion sur la situation et son contenu.

Alors là aussi il y a une dimension religieuse, une pensée magique, un millénarisme qui nous vient par exemple des anabaptistes : l'idée d'un chaos rédempteur, d'une violence régénératrice, d'une destruction purificatrice, c'est tout à fait mystique et ça n'a rien à voir avec les exigences de la réalité.

**D : Mais n'y a-t-il pas dans ces pratiques de *black blocks*, que tu vois de manière un peu essentialisante comme s'ils ne militaient que pour une insurrection, est-ce que ce ne sont pas des gens qui font aussi partie de mouvements, d'assemblées générales au potentiel subversif par rapport à la société, qui sont investis dans tout un tas de collectifs et qui, parallèlement aussi, proposent le *black block* comme moyen d'action directe mais comme ils proposeraient le militantisme dans des associations, des collectifs, des squats, comme une complémentarité des luttes... ?**

**Q :** Je prends un point de vue assez radical pour faire ressortir mon propos : évidemment qu'il y a une diversité de pratiques. Mais mon propos est celui du *rapport à la violence* : est-ce une violence idéologique ou pratique ? Beaucoup de révolutions ont été accompagnées de violences même si la plupart du temps ce n'étaient pas les révolutionnaires qui en étaient à l'origine, mais il peut y avoir de la violence sans révolution – et on a vu des révolutions non-violentes. La vraie question est : est-ce le moyen d'action approprié à ce moment-là, dans cette situation, *ou pas ?* Autrement dit, je reprends l'exemple de la Loi Travail : il y a une contestation dans la rue, une tête de cortège violente et qui répond par la violence à la violence des forces de l'ordre. Mettons que celles-ci reculent : il se passe quoi ?

**D :** Il est difficile de déterminer le point de bascule : est-ce que ce seront plein de petites assemblées ; est-ce que ça va être l'étincelle pendant une manif qui va permettre l'occupation d'un lieu qui va elle-même permettre à plein d'AG et de petits groupes de se constituer...

**C :** L'idée des syndicalistes, c'est presque un cliché, c'est de dire que lors de la fin d'un mouvement, les tensions violentes arrivent, et sont d'ailleurs provoquées par la police et, puisqu'il s'agit de faire la leçon au petit libertaire qui n'y comprend rien, c'est les mouvements populaires qui sont gagnants et les mouvements radicaux qui sont perdants ; les uns auront une augmentation de salaire, par exemple, les autres la répression.

**Q :** Tu as raison, la violence est très facilement manipulable, et très souvent les flics la provoquent à dessein : c'est facile de discréditer un mouvement ou de le faire avorter à partir de ses fractions les plus violentes. Mais poussons mon exemple jusqu'au bout : les émeutiers sont gagnants, nous régnerons sur un quartier de Paris, on va dire, durant un jour, deux jours, trois jours... On occupe, on monte des assemblées, on tente d'autogérer... De ce qu'on voit des occupations... Je ne sais pas si vous vous souvenez de l'occupation de l'EHESS en 2006 lors du mouvement anti-CPE ? Bon, c'est ça, l'occupation improvisée par des émeutiers : au mieux, rien. *Au mieux !* Et au pire, si on apprend ce qui s'y passe réellement, on souhaite que ça n'arrive plus jamais...

**C :** Je resitue pour les auditeurs : L'EHESS, c'est donc une école parisienne de hautes études de sociologie où beaucoup de gens avaient des prises de positions révolutionnaires. Lors de l'occupation, j'ai participé à plusieurs assemblées – je pense que pas mal d'auditeurs ne seront pas d'accord avec moi – mais ce que j'ai vu, c'est des étudiants qui se sont fait chasser par un petit milieu « autonome » et très autoritaire dans leurs façons de faire et ça s'est réglé finalement par une évacuation où tous les ordinateurs ont été volés, beaucoup de choses avaient été pillées, massacrées, avec des slogans comme « mort à la démocratie ». Ça a créé l'amusement dans ces milieux-là et ça a fait les choux gras des journaux comme *Le Figaro* ou *Le Monde*... C'est le seul résultat politique de l'événement, donc c'est effectivement assez désespérant...

**D :** Bon, là c'est un cas caricatural, mais il y a par exemple le mouvement des squats, qui est quand même une réappropriation d'une certaine forme d'action directe ou d'affrontement avec la police, qui permet de développer à long terme sur cinq ou dix ans des espaces collectifs de discussion, d'AG... Puisqu'on parle de démocratie directe, il faut bien créer ces espaces aujourd'hui. La ZAD se perpétue aujourd'hui à Notre-Dame-des-Landes par ces mouvements d'action. Même si l'action violente n'est pas une perspective en soi, on est bien d'accord là-dessus.

**C :** Oui, mais ce qu'on critique ici, c'est la *fétichisation* de la violence, la violence pour la violence : il ne se passe rien et tu vas casser un magasin à côté... Après, lorsqu'il y a nécessité d'aller au combat, ce serait bien naïf de dire que ces pratiques n'aident pas le mouvement ou protègent des lieux qui continuent d'être libres, comme la ZAD ou les squats, c'est évident.

**Q :** Je parle de l'insurrectionnalisme en tant qu'*idéologie* qui relève autant du millénarisme para-religieux, du virilisme que de l'idéologie de la violence dans laquelle on baigne dans cette société du spectacle qui encourage cette obsession de la violence à mesure qu'elle recule dans les grands centres urbains. Le fond de la question, il me semble, est le *statut de la révolution*, si j'ose dire : les insurrectionnalistes considèrent que la révolution est un début, que c'est même le début de *tout*,

alors que pour nous, à *Lieux Communs*, c'est plutôt l'*aboutissement d'un processus*. Ils sont victimes de ce que j'appelle le « syndrome 68 » : comme Mai 68 n'a pas été prévu, a surgi et a surpris tout le monde, alors il serait possible à tout moment d'avoir une révolution.

Mais rétrospectivement, on voit bien que Mai 68 a été l'*aboutissement d'un long mouvement culturel*, essentiellement d'origine anglo-saxonne, à travers la musique, le cinéma, etc. On ne peut pas dire qu'à tout moment, il suffirait d'un déclencheur pour que s'instaure une démocratie directe, ce n'est pas possible. Dans ce cadre, ce que je vois, c'est une pratique idéologique de la violence.

Il faut aussi regarder la grande tendance de l'histoire selon laquelle plus une révolution est militarisée, moins elle a de chance d'aboutir à une véritable démocratie – au contraire, cela mène bien plutôt à une dictature militaire. Au fond, dans ce fétichisme de l'émeute, il y a ce côté martial et viriliste, qui est grevé d'une énorme carence dans l'analyse de la réalité sociale. Faire l'éloge des « émeutiers » de banlieue, par exemple en 2005, j'étais en plein dedans, ou encore à Villiers-le-bel en 2007, j'y étais aussi, ça n'a rien à voir avec la réalité : ce sont des forces *anomiques*, qui n'ouvrent sur rien du tout, sinon du pillage et de la destruction. Il peut y avoir à l'intérieur des éléments politisés, mais alors selon des conceptions qui sont loin de ce qu'ils imaginent – et encore plus loin des nôtres, ici... Il y a dans la société des tendances à l'éclatement, des tendances au nihilisme, des tendances à l'anomie et ce n'est pas du tout ce que l'on vise lorsqu'on parle de démocratie directe. Au fond, la vraie question c'est « *quelle société veut-on ?* » ; c'est la vraie ligne de clivage. Violent ou pas violent, la question est : veux-tu une démocratie directe ? Ton rapport à la violence est-il pragmatique, guidé par la testostérone, ou encore autre chose ?

**D : Juste pour préciser : dans votre brochure, vous dites que vous cherchez des brèches comme des assemblées générales pour pouvoir y intervenir et promouvoir cette idée de démocratie directe ; il y a dans les squats, c'est un exemple parmi d'autres, plein d'assemblées. Et ces squats sont faits par des gens et des mouvements qui ne sont pas pleins de testostérone ; il y a plein de filles, d'enfants de tous âges qui y participent, ils aident à constituer des rapports de force...**

**Q :** Là tu parles d'un rapport pragmatique à la violence : là-dessus, je ne me prononce pas. Lorsqu'il y a des affrontements inévitables, il faut évidemment les mener. Je pose la question du *moment* de la violence et de son *but* : est-ce pour parler aux médias ? Attirer les sympathisants – sans trop en connaître les desseins ?, Se défouler ? Ou pour éviter de poser les questions gênantes ? Moi je crois qu'il y a aujourd'hui une tendance très forte à éviter les interrogations qui gênent et notamment celle de l'état de la société dans laquelle nous sommes et de l'aspiration supposée des gens à la démocratie.

On se raconte beaucoup d'histoires dans ces milieux que tu évoques [on y reviendra], et que j'ai côtoyés en partie, sur l'état de notre société et ce qu'il y a dans la tête des gens.

### 3 – Le « bon peuple »

J'en profite pour aborder le troisième point qui est celui du rousseauisme ou du « bon peuple ». Après l'utopisme et l'insurrectionnalisme, il y a cette idée reçue, ce lieu commun, du peuple qui tendrait *de lui-même* à la démocratie directe.

Ce n'est évidemment pas le cas. On a vu lors du mouvement « Occupy Wall Street » en 2011 le slogan « *nous sommes les 99 %* ». Là on est vraiment dans la démagogie. C'est quoi les 1 % qui restent ? Pourquoi pas 30 % ?... Et ces 99 % ? Qu'est-ce qui nous différencie *véritablement*, nous et eux ? Ceux qui ont un crédit et ceux qui n'en ont pas ? Ceux qui veulent vivre dans une autogestion généralisée et les autres ? C'est un peu facile de se construire un peuple à la hauteur de ses propres désirs... Un cas très concret est l'insurrection tunisienne que l'on a bien suivie à l'aide des copains là-bas. On se souvient qu'en janvier 2011 tout le milieu gauchiste vantait les soulèvements arabes sur l'air du « *ah vous voyez bien que ce ne sont pas des islamistes, ce sont même eux qui nous donnent des leçons de révolution* ». Bon, on était en partie d'accord, mais c'était pour l'essentiel des conneries. Qu'est-ce qu'on a vu quelques mois plus tard ? Lors des élections en Tunisie et en Égypte, ce sont les islamistes qui ont pris le pouvoir. Et on avait été les seuls à dire clairement « *Attention : il y a eu une insurrection, mais il y a très peu de forces vraiment démocratiques en Tunisie alors qu'en face il y a des blocs militants qui ont un projet très précis : le projet islamiste* ». Donc leur victoire ne nous a pas du tout surpris, mais les gauchistes, on ne les a pas entendus. Autrement dit, il ne faut pas se raconter d'histoires sur l'état de la population, et dans les milieux un peu radicaux, on passe du blanc au noir : tantôt le peuple est bon et veut la démocratie, tantôt il est totalement aliéné et nous sommes l'avant-garde. Dans ce cadre-là, ce n'est pas facile de discuter lucidement de la situation.

**C : À propos de 99 %, je pense que même ceux qui tenaient ce slogan se savaient minoritaires mais leur message était de dire « *regardez nous sommes pauvres comme vous* » et la division est plutôt : *pauvres versus très privilégiés*. Ce sont eux les 1 %. Ça recoupe ce que tu dis à propos des mouvements liés à l'islam qui sont vus dans certains milieux comme intrinsèquement bons car nécessairement pauvres. Il y a ce même discours appliqué aux électeurs du Front National, qui seraient aliénés par des gens riches et méchants. Il y a cette bonté du peuple qui serait abusé. C'est sans doute vrai à certaines périodes de l'histoire : les mouvements fascistes ont manipulé les foules, mais on ne peut**

**pas nier le fait qu'il y a des gens placés dans notre situation et qui réagissent contre nous, en fonction de leur propre idéologie. Derrière cette idée-là, il y a effectivement le mythe du peuple bon par essence et il suffirait de gratter un peu pour le désaliéner de Jean-Marie Le Pen ou de la religion et de toute manière tout se réglera après la révolution.**

**Q :** Absolument. On se retrouve dans un schéma marxiste et même *judéo-chrétien* : c'est l'idée d'un peuple bon, d'un peuple élu qui serait nécessairement amené à prendre le pouvoir pour instaurer sur Terre un monde paradisiaque. Alors le marxisme contemporain, en tant qu'idéologie dégénérée, attribue cette mission-là aux pauvres. À « Occupy Wall Street », je ne suis pas sûr que c'étaient les plus pauvres les plus mobilisés... Et la définition de la pauvreté est quand même très subjective : la pauvreté en Occident, ce n'est pas celle au Burkina Faso, et même chose pour la richesse... Et en quoi une position sociale devrait amener une position intellectuelle et idéologique ? Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Ça a été le cas, il y a eu un précédent historique, au XIX<sup>e</sup> en Occident, sur lequel Marx a focalisé : il y avait effectivement une grande partie du peuple européen, le mouvement ouvrier qui était très populaire, qui tendait à la réappropriation de toute la société par le peuple lui-même, à l'expropriation des propriétaires et à l'instauration d'un type de démocratie directe. Mais cette situation du XIX<sup>e</sup> n'est plus celle d'aujourd'hui. Ce n'était déjà plus le cas dès l'après-guerre et encore moins en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Il y a donc une projection de ce schéma, très prégnant dans le milieu libertaire, alors qu'il n'existe plus. Cela dénote à la fois une ignorance de ce qu'est la situation actuelle, je vais y venir, et une ignorance, ou plutôt un déni, des enjeux de la démocratie directe. Tous les régimes modernes de démocratie directe, instaurés après une révolution, se sont systématiquement heurtés – s'ils ont eu le temps, évidemment, s'ils n'ont pas été écrasés – à la question de la *démission du peuple*. Après l'insurrection, le peuple a créé de nouvelles institutions à sa mesure, mais, de manière assez mystérieuse, il se retire du processus en cours. Et ce moment-là, il faut arriver à en faire quelque chose. C'est difficile parce que lorsque le peuple se retire des institutions, il se retire des assemblées, il présente un désintérêt, qui peut être sans doute passager, pour la chose publique et politique, et alors ce sont les spécialistes qui prennent le pouvoir. C'est ce qu'on a vu en 1793 lors de la Révolution française, ou en Russie à partir de 1920 par exemple, et là on retombe dans une verticalité. Un des gros enjeux de la démocratie directe est d'arriver à enrayer ce processus-là et à maintenir le peuple au centre de la gestion des affaires publiques. Ça c'est un vrai problème, vraiment difficile : on ne peut pas faire de démocratie directe contre ou sans le peuple. C'est une question qui n'a pas de réponse *a priori*.

**D :** On retrouve ce que tu dis à la ZAD ou au Rojava, dans le municipalisme libertaire : même si les gens qui sont venus là sciemment sont acquis à la cause

**et à ces principes de démocratie directe, on ne retrouve que 10 à 15 % de la population qui participe effectivement aux AG chaque semaine et aux processus de décision. Donc c'est très compliqué...**

**Q :** C'est un vrai problème et une vraie question. Il faut comprendre que ce projet d'autonomie collective qu'est la démocratie directe, la volonté d'un peuple de se donner à lui-même ses propres lois, c'est une idée et une posture *historique* : elle n'a pas existé ni partout ni tout le temps. Autrement dit, elle est *culturelle*, attachée à certains endroits, à certains moments et elle ne se crée pas de rien ; c'est l'aboutissement d'un long processus. Cette volonté de s'appropriier collectivement notre destin peut s'amoinrir, peut disparaître. C'est ce que l'on voit aujourd'hui même en Occident. Il y a des endroits où elle survit, il y a des sursauts : ce que l'on a vu en Espagne, en Grèce en sont les preuves, mais ce n'est pas une chose qui est intangible ou inexorable. Alors que le schéma marxisme en fait un destin métaphysique : nous devrions, le peuple *devrait* tendre à ça. C'est faux théoriquement et, pratiquement, on voit que ce n'est pas vrai *du tout*.

Au contraire : ce que l'on voit en Occident comme dans le monde entier, c'est plutôt une disparition de ce projet d'autonomie collective, à tous les niveaux. On voit plutôt des sociétés occidentales qui sont en train de se *tiers-mondiser* dans un grand mouvement d'*oligarchisation*. Ce que nous appelions *oligarchisation à Lieux Communs*, c'est le fait qu'il y ait toujours des différences sociales entre les gens, il y a toujours des couches sociales, mais on ne peut plus parler de *classes* sociales au sens marxiste puisqu'il n'y a plus de *projets antagonistes* : il n'y a plus, globalement, une bourgeoisie pour le capitalisme contre un prolétariat pour le socialisme. On se retrouve aujourd'hui toujours avec des pauvres mais qui veulent être riches à la place des riches... L'oligarchisation, c'est donc cet alignement vertical de toute la société. Je pousse la caricature, il n'y a pas que ça bien sûr, mais c'est une tendance extrêmement lourde : le pauvre aujourd'hui veut simplement être plus riche et il n'est pas question pour lui d'instaurer une société de justice, de liberté, d'égalité et de fraternité. Et derrière ce mécanisme d'oligarchisation, on voit s'amplifier considérablement des phénomènes de clientélisme, de corruption, de népotisme à toutes les échelles sociales. Maintenant on voit apparaître les phénomènes nouveaux de communautarismes, on voit l'expansion de l'extrême droite musulmane aux quatre coins du monde et on voit en Europe s'instaurer un multiculturalisme. Ce multiculturalisme, pour le coup, est en train de finir d'éclater toute volonté collective de prendre en main sa propre destinée : on se retrouve avec des gens qui n'ont aucune culture de l'autonomie, aucune culture démocratique et pour lesquels notre discussion ce soir est une discussion de *martiens*. Cela ne les intéresse *absolument* pas. Donc il n'y a plus du tout d'unité culturelle, ni, presque, linguistique. Ça c'est un état de la société que personne ne veut voir mais qui est en

train de grever par en bas les *possibilités mêmes* d'une démocratie. Prenez une dizaine de villes en France, instaurez des assemblées de quartier, on y verra s'instaurer la *Charia*. C'est une réalité, et elle y est déjà mise en pratique dans la rue. Instaurez donc la démocratie et dans un bon nombre de régions, ce sera *extrêmement régressif*. Réalité qu'on ne veut pas voir parce qu'elle est extrêmement angoissante.

**C : Je voudrais tempérer un peu : ça ne se ferait pas. Il y aurait une réaction des quartiers alentours – même si les personnes qui tendent à ces idées-là seraient majoritaires – qui ferait que le processus n'irait pas jusqu'au bout. Mais ce que tu pointes, c'est l'essentialisation du peuple qui devrait aller vers un mieux. Alors effectivement, ça peut être les lois islamiques dans certains quartiers, des lois racistes dans d'autres... Bref le « bien » n'émane pas forcément du peuple. Il y a des gens qui sont politiquement contre nous et même s'ils font partie du peuple. « *Ne te trompe pas de combat* » dit la chanson, mais ils ne se trompent pas de combat : leur combat, c'est ça. Alors c'est presque une blessure pour un révolutionnaire qui a consacré une partie de sa vie au peuple et qui se retrouve trahi par les siens, par les 99 %.**

**Q :** Oui le peuple déçoit souvent les révolutionnaires, pour de bonnes et de mauvaises raisons... mais il peut surtout se décevoir lui-même... C'est l'illusion du « rousseauisme » dont on parle que de croire que dans un régime d'auto-gouvernement, le peuple prendra toujours les bonnes décisions. Alors il y a dans l'histoire des mouvements révolutionnaires et dans la Grèce antique démocratique des témoignages de beaucoup de dispositifs qui ont été mis en place pour que l'expression de la volonté du peuple se fasse de manière la plus modérée possible. Dans notre brochure, on s'inspire de toutes ces expériences, de la Hongrie de 1956 à la Grèce antique. Par exemple, la démocratie directe, ce n'est pas la foule qui décide et qui juge dans le même mouvement : il y a une séparation des pouvoirs.

Alors, il y aurait d'abord l'agora, la *place publique* où l'on discute de tout. Aujourd'hui, on vit dans des sociétés atomisées mais une démocratie directe nécessite d'abord et avant tout une *vie sociale*, des échanges permanents, une culture populaire, une unité culturelle et des discussions sans fin entre les gens.

Et puis il y a l'*ecclesia*, l'*assemblée* où on décide, qui peut se réunir par exemple à un rythme mensuel. Cette assemblée est la source de tous les pouvoirs, mais ce n'est pas le seul pouvoir existant. Par exemple elle renferme un *Bureau*, ça c'est assez classique, avec des gens qui distribuent la parole, font respecter l'ordre du jour, modèrent les échanges, veillent à ce que l'assemblée ne dérape pas trop.

Et il y a, à côté de cette assemblée, à l'extérieur, un *conseil*, la *Boulè* des Grecs, constitué par exemple d'une centaine de personnes tirées au sort pour un an et qui

joueront le rôle du gouvernement, donc qui siégeront en permanence entre les assemblées. Ce conseil est capable, par exemple, d'annuler une loi s'il juge que l'assemblée l'a votée dans un moment de fièvre, de folie collective, emmenée par un démagogue, un tribun. La loi serait bloquée par le *conseil* et revotée à l'assemblée suivante, le temps que le peuple redescende et que des discussions approfondies aient lieu.

Donc il y a tous ces dispositifs – je ne vais pas tous les décrire, on le fait dans la brochure en s'inspirant à chaque fois d'exemples historiques – dont le principe fondamental est que le peuple n'est pas une foule, que le pouvoir doit être incarné par des institutions. Elles représentent le peuple, mais elles lui sont distinctes : il y a ce jeu en permanence entre la masse et les lieux de pouvoirs. On a évoqué la possibilité d'un totalitarisme ; on ne peut pas balayer l'objection absolument. Il y a donc cette séparation *rigoureuse* des pouvoirs. L'assemblée est le pouvoir législatif, le conseil est l'exécutif, il joue le rôle du gouvernement, et les tribunaux sont le pouvoir judiciaire. Bien sûr il y a une occupation des postes à tour de rôle, je pense qu'on en parlera plus tard, par tirage au sort ou par élection, par mandat direct, etc. Bref des institutions de pouvoir existent et permettent ce recul vis-à-vis du peuple : donc à aucun moment il n'est question d'un *bon peuple*. Il peut se tromper et on crée des contre-pouvoirs pour veiller à ce qu'il puisse y avoir une pondération face aux décisions prises.

Cela étant dit, il faut être extrêmement clair : aucune disposition, aucun dispositif, aucune institution ne peut empêcher un peuple de se tromper. On décide de partir en guerre, ou de *ne pas partir en guerre* – il se trouve que c'est une erreur : on s'est trompés. Ce n'est pas parce qu'une décision est pleinement démocratique qu'elle est forcément juste.

**C : Ça me fait penser à deux films. Un sur la guerre d'Espagne, *Mujeres libres*<sup>1</sup>, dont le père d'un ami qui a connu la révolution disait que c'était exactement ça, qui montrait la ferveur révolutionnaire dans les nombreuses manifestations d'un peuple euphorique, qui vivait la révolution comme une fête, une utopie devenue réalité. Mais il y a eu pas mal de débordements, de nombreux villages de « méchants » collaborateurs rasés, des exécutions sommaires et parallèlement la simple réquisition de voitures pour les barioler de « CNT-AIT ». Donc il y a cette dimension de vengeance, aussi, derrière l'aspect lyrique. Le second film, que je ne recommande pas forcément, sur la biographie de Che Guevara, qui relate, pour montrer la « bonté » du personnage – parce que c'est quand même une hagiographie – un épisode où des gens avaient pris une voiture à de riches cubains et Che Guevara qui leur dit « *Qu'est-ce que vous faites, rendez ce véhicule : ce n'est pas le bordel, la***

---

1 « Libertarias » (122 minutes) réalisé par Vicente Aranda, 1996, portant notamment sur le mouvement féministe « Mujeres Libres » de l'Espagne révolutionnaire.



**révolution ! ». Je me dis que Che Guevara était peut-être dans une vision plus réaliste de la révolution que les révolutionnaires espagnols. Et alors ne perdrait-on pas de la spontanéité en bridant le peuple de la sorte ?**

**Q :** Je ne suis pas sûr de vouloir défendre Che Guevara... Mais effectivement, ici encore, on reformule la question : Qu'est-ce qu'on veut ? Quelle est la finalité de nos actes ? Que veut-on instituer, comme société, comme monde ? Est-ce uniquement pour se venger ? Bien sûr c'est une dimension forcément présente dans un soulèvement... Ou pour bâtir une société où l'on puisse vivre ensemble, malgré tout, malgré le passé ? Je pense à la Tunisie où Ben Ali a régné plus de vingt ans : lorsqu'il a été renversé le 14 janvier 2011, je m'attendais à d'énormes réactions de vengeance envers les collaborateurs et les indicateurs du régime qui étaient très nombreux. C'était un régime très dur, une dictature policière qui reposait sur un réseau de mouchards extrêmement étendu. Mais il n'y a pas eu d'épuration. Il y a eu une retenue de la part du peuple. Bon, une des raisons les moins nobles c'est que beaucoup de gens étaient des deux côtés à la fois, ça on ne peut pas l'éluder... Malgré tout, je crois qu'il y a eu une volonté de retenue. Dans tous les cas, il n'y a pas eu ce que Soljenitsyne a appelé la « roue rouge », ce projet d'épuration du corps social, d'éliminer les éléments étrangers qui incarnent l'ancien régime. On retrouve aussi ça lors de la Commune de Paris : on pourrait lister les « erreurs » qui ont été faites, erreurs entre guillemets, du peuple emporté par la passion, l'imprévoyance, ou la bêtise, ça a existé. Et c'est inéliminable, ça.

Donc c'est une vraie question que tu poses, mais qui a plus trait au processus révolutionnaire qu'à la démocratie directe proprement dite. Mais c'est aussi ça la démocratie directe : pour nous, c'est un régime où le peuple devient *adulte*, où il décide et *assume* ses propres décisions. On ne va pas accuser quelqu'un d'autre de nos erreurs. Nous prenons la décision ; nous avons eu raison, nous pouvons être fiers ; nous nous sommes trompés, on va assumer. On peut toujours accuser le démagogue ou le leader de nous avoir fourvoyés, mais nous avons décidé de le suivre... C'est ça une société : un réseau d'adultes qui prend son destin en main. Et c'est ça la démocratie : toutes nos décisions ne seront pas bonnes, mais ce seront les nôtres.

## **4 – Le gauchisme**

**C :** Alors justement le point suivant c'était, *via l'exemple de Nuit Debout*, la projection des mouvements gauchistes sur la démocratie directe. On peut les appeler comme ça même si certains ne se sentent pas gauchistes, donc ce sont des mouvements divers et variés ; le soutien à la Palestine, les féministes, les mouvements antiracistes, ou anticapitalistes ou syndicalistes... et alors l'idée

**ce serait que ces différents mouvements allaient prendre le pouvoir par la révolution – déjà ça n’a rien d’évident... – et qu’ils créeraient une nouvelle société. Ça c’est un écueil que vous abordez ?**

**Q :** Oui, c’est ce lieu commun qui voudrait que la démocratie directe ce soit « *nos idées* » au pouvoir. C’est souvent une réaction de déconvenue face à un peuple qui ne répondrait pas à « nos » exigences, à « nos » désirs : on se rabat sur ces micro-cultures propres aux milieux gauchistes.

C’est effectivement ce qu’on a vu à *Nuit Debout*, donc ces rassemblements qui se sont déroulés en parallèle du mouvement social du printemps 2016 contre la loi Travail face à l’impasse des mouvements sociaux qui se répètent depuis trente ans ; une assemblée regroupée place de la République à Paris. Lorsque j’y suis arrivé, j’ai eu l’impression de voir rassemblées en une unité de temps et de lieu presque toutes les tendances du gauchisme que j’avais pu côtoyer en 20 ans de militantisme ! Sans rien de nouveau... Alors, d’un côté on a les végétariens, de l’autre les féministes post-modernes, ici les militants pro-palestiniens, à côté ceux du revenu garanti, etc. Et tout ça forme un milieu qui s’auto-entretient depuis les années 60 et qui forme, en quelque sorte, une contre-culture, une contre-société. L’idée qui existe, et qui existait là-bas, consiste à dire que la démocratie directe, c’est lorsque tous ces mouvements, toutes ces idées, seront au pouvoir et régenteront la société.

Ça pose plusieurs problèmes. D’abord, la démocratie directe est un régime où les gens partagent au moins une idée : c’est le peuple qui doit décider. Ça, c’est évident, et sinon il ne peut pas y avoir de démocratie directe... Mais en dehors de ça, et sur le fond, quant aux questions de la PMA-GPA, de l’immigration, de la démographie ou de la géopolitique, etc., toutes les dissidences ont le droit et *doivent même* s’exprimer. Ce sont des causes que l’on peut partager – *ou pas*... Que l’on ne les partage pas ne veut pas dire que l’on n’a pas voix au chapitre, tout au contraire. Je me souviens lorsque l’assemblée a chassé A. Finkielkraut : on peut ne pas être d’accord avec lui, mais il me semble que c’est une erreur *fondamentale* de l’avoir exclu.

D’abord parce qu’il représente une opposition et que l’opposition en démocratie doit être une possibilité, ou alors il n’y a pas de démocratie. C’est une définition de Claude Lefort : la démocratie c’est un régime qui supporte la division : nous sommes divisés sur de multiples sujets, nous ne sommes pas d’accord, mais nous faisons partie de la *même société*, et on en discute. Là, j’ai plutôt vu des *dissidents anti-dissidence* : nous sommes les gauchistes en dissidence, mais par contre, pas de dissidence à l’intérieur de nos mouvements... Et c’est ce que j’ai constaté individuellement dans mon expérience militante. Ça c’est un véritable problème parce que nous sommes là dans un système qui tend à être dogmatique.

Et enfin, c'est de la discussion que sort la vérité, en tous cas la vérité prise comme la possibilité de décider entre nous, à un moment donné, sur une question, de trancher en un sens ou dans un autre. Donc la démocratie directe, c'est une interrogation pratique. La philosophie est une interrogation ouverte, théorique, ici l'interrogation est *pratique* : on se demande en permanence si la loi que l'on a votée est bonne, et ce n'est en rien une évidence.

**C : Si je peux illustrer ce que tu dis... J'ai aussi l'expérience de gauchistes qui forment des dogmes indépassables. Alors peut-être que la démocratie directe serait une sorte de mixeur pour concasser tout ça, pour que toutes les individualités avec toutes leurs différences puissent se retrouver au sein d'une assemblée, par exemple dans un quartier ? Tous les groupes ont leur propre dogme, ça peut être très différent. Par exemple internet, pour prendre un de nos dogmes à *Offensive* (ça sera moins polémique) : Internet c'est le Mal, Facebook c'est pas bien. Si on se retrouve dans une assemblée populaire qui veut créer son groupe Facebook, bon, ben qu'est-ce qu'on lui dit ? On se casse la gueule ? Donc il y a à trouver une sorte de consensus sans renier ses propres convictions, mais il faut arriver à ce que l'assemblée puisse dépasser ça et ne pas rester dans des conflits en permanence.**

**Q :** Bien sûr. Ce dont tu parles, c'est l'*intérêt collectif*. La question, c'est : y a-t-il un souci de l'intérêt collectif ? Est-ce que malgré nos opinions plus ou moins arrêtées, malgré nos origines, nos convictions, nous sommes capables de discuter afin de prendre une décision pour tous qui ne soit pas simplement le plus petit dénominateur commun ? Est-on capable d'évoluer dans nos convictions, de discuter rationnellement, de donner des exemples, de poser des arguments et de les examiner les uns après les autres ? Ça c'est une chose qui n'existe plus du tout dans le milieu gauchiste – si jamais ça a existé... Ce n'est pas du tout ce que j'y vois, *absolument pas*. Et à *Nuit Debout*, ce n'est pas ce que j'ai vu non plus : j'y ai vu la répétition de vieilles antiennes qui débouche sur un capharnaüm de causes coexistantes les unes à côté des autres, incapables de se parler. Chacun a sa lubie et son idée fixe et il n'est pas question, au fond, de discuter de la réalité de ce qu'on pense : on est juste là pour convaincre l'autre de ses convictions. On est bien plus dans la persuasion que dans l'échange libre et l'ouverture intellectuelle et idéologique. Alors que dans une démocratie directe, il doit y avoir un souci, pour chacun, de l'intérêt collectif.

Je discutais dernièrement de ces questions-là et la conversation a porté sur le *consensus*. Moi je suis contre le consensus et c'était notre position à *Lieux Communs*, au nom de la possibilité de ne pas être d'accord. Je suis majoritaire et tu es minoritaire, ou l'inverse : nous devrions être capables de vivre cette situation-là. Nous sommes en désaccord, mais la décision a été prise à la majorité – l'intérêt collectif exigeait qu'une décision soit prise. Peut-être que je me suis trompé, ou toi ; on verra. En tout cas, on vit ces situations de minoritaires ou de majoritaires, l'une

n'est pas toujours plus confortable que l'autre : nous vivons notre division. Bon, cette approche-là est inexistante dans le milieu gauchiste. Et à *Nuit Debout*, je n'ai pas vu ça non plus : j'ai vu des gens qui coexistaient chacun avec leurs causes et qui s'imaginaient que l'agglomération de ces causes allait déboucher sur quelque chose satisfaisant tout le monde. Mais ça ne débouche sur rien. Au contraire, la division des causes en chapelles ne fait qu'appeler un pouvoir surplombant qui tranchera finalement. Ce n'est pas du tout ça, la démocratie directe : soit nous sommes capables, nous, de prendre les choses en main ou alors il y a un appareil ou un chef, qui prendra la décision pour nous.

**D : En même temps, c'est très difficile aujourd'hui, mais c'était peut-être aussi difficile il y a deux mille ans aussi, d'avoir une parole libre. Certains ont des facultés d'éloquence, de tribun, il y en a qui sont timides... C'est ce que j'ai vu aussi à *Nuit Debout* : c'étaient toujours les mêmes qui prenaient la parole. Je pense que dans les assemblées athéniennes, il y avait ce même processus, peut-être limité par certaines règles, mais c'est très compliqué cette parole libre, elle n'est jamais libre dans les assemblées à 2 000 personnes.**

**C : Avant que tu ne répondes, j'ai une remarque. Ce que tu disais me fait penser au fonctionnement actuel de la société où les partis sont bombardés de courants très différents et contradictoires qui défendent chacun une idée. La société fonctionne en lobbies, où chacun va dans des directions très précises, sans qu'il y ait de pensée globale ni de volonté de faire avancer les choses, mais plutôt de tirer la couverture à soi. Alors ça peut être des causes très nobles, mais le problème c'est qu'il n'y a pas de volonté de commun... Et ça c'est le fonctionnement actuel. Et les mouvements dans lesquels on milite fonctionnent aussi comme ça, comme marche notre société...**

**Q :** Tout à fait d'accord. Ce n'est que le *décalque* de la société dans laquelle on vit. Alors ce que l'on veut, une autre société, exigerait un *autre fonctionnement* de notre part. Cela demanderait une culture de la confrontation, de la délibération, à la base. C'est différent de la question du talent de la parole publique [que tu poses, Daman] : là je ne parle même pas de la prise de parole en assemblée mais des petites discussions qui se déroulent dans les commissions, dans l'*agora* en quelque sorte, c'est-à-dire en dehors des lieux formels de prise de décision, de l'assemblée, mais plutôt dans les *interstices*. Dans tous ces milieux-là, si tu prononces le nom d'un auteur qui n'est pas consensuel, tu es voué aux gémonies, sur tel ou tel sujet tu es traité de « fasciste », etc.

Je pense notamment à la question de la PMA, qui avait été très bien posée il y a deux ans dans un livre, *La fabrique artificielle de l'humain*<sup>1</sup>, un très bon livre qui annonçait la fabrique industrielle des êtres vivants à travers la PMA. Il y a eu à Lyon [lors de la présentation du livre] des affrontements physiques auxquels j'ai

---

1 Alexis Escudero, juin 2014, éditions Le monde à l'envers.

assisté<sup>1</sup>. Alors c'était caricatural, mais ça n'en reste pas moins triste et tragique... Ce genre de choses ne pointe pas *du tout* vers un régime d'auto-gouvernement. Au contraire : cela participe en plein, sous des airs de subversion, à l'éclatement du corps social en chapelles, qui ne sont souvent que des passades de jeunesse, et à l'impossibilité de dessiner un autre horizon politique.

Donc ce qui se déclame comme subversif, comme ce que j'ai vu à *Nuit Debout*, ne l'est *en rien*. Nous sommes en plein dans ce que des auteurs ont décrit comme le *gauchisme culturel*, le *politiquement correct*, la *bien-pensance*. Et ça, c'est très étrange, ça va du sommet de l'État à la base militante... On a rarement vu ça, sinon sous le bolchevisme où il y avait des relais de l'idéologie officielle dans toutes les couches de la société. Et aujourd'hui, on est un peu là-dedans. Dans tous les cas, c'est le refus de l'affrontement idéologique. Et on se plaint du « retour des réacs », de la droite, etc. Sauf que eux vivent depuis quarante ans en minorité idéologique et ils ont appris à discuter, à réfléchir... La gauche et les gauchistes sont culturellement dominants depuis un demi-siècle, se vivent en tant que tels et n'ont pas éprouvé le besoin de discuter avec les tendances qui n'étaient pas les leurs. Aujourd'hui, on se retrouve avec un appauvrissement intellectuel et idéologique qui me semble absolument *énorme*. Et ce que l'on croit être des allant-de-soi dans les milieux gauchistes n'en sont pas du tout, ni auprès de la population ni lorsqu'on y réfléchit deux minutes. On peut parler de la PMA, on peut parler d'énormément de choses, plus ou moins polémiques sur l'antenne de *Radio Libertaire*, mais en tout cas il serait grand temps – en tout cas c'est ça la démocratie telle qu'on l'entend – qu'on se décroïssonne, qu'on sorte de l'entre soi et que l'on entre dans une ouverture intellectuelle, pour parvenir à construire, sans renier nos convictions, une pensée collective qui soit en phase avec la réalité que l'on vit.

Justement, et pour finir sur *Nuit Debout*, il y a quand même eu des discours assez édifiants, notamment lorsqu'on a entendu Frédéric Lordon dire que la place de la République était une place de deuil suite aux attentats de Paris, et qu'il s'agissait d'en faire une place de joie de vivre – je cite de mémoire. C'est en complet décalage avec les événements, c'est-à-dire une agression militaire, un déferlement de violence comme on n'en a pas vu depuis la seconde guerre mondiale en France, et à *Nuit Debout* il n'a pas été question *une minute* de l'islamisme et du djihadisme... Ça m'a semblé immédiatement un *déni en acte*. Bien sûr, ce sont des sujets dont on peut discuter mais, justement, c'est une réalité qui n'a pas été du tout, *du tout* discutée... Ça a été complètement refoulé, plutôt... Ou alors abordé sous un autre angle puisqu'on a même vu des communautaristes sur la place, y compris les « Indigènes de la République »...

---

1 Voir la déclaration commune : « *Contre la censure et l'intimidation dans les espaces d'expression libertaire* », disponible sur notre site.

**C : Juste pour minorer un peu : les « Indigènes » ont fini par partir en claquant la porte en disant que Nuit Debout était un repaire de bobos...**

**Q :** Mais on ne les a pas chassés, eux...

**C :** Non, ça ne se fait pas dans le milieu gauchiste, c'est sûr... (*rires*)

## 5 – Le consumérisme

**C : Alors le point suivant, c'est la question du niveau de vie. Alors effectivement, là le « bon peuple », bon, c'est pas vraiment ce que nous, écolos libertaires, lui proposons. Ça pose un vrai problème...**

**Q :** Eh oui. Pour faire le lien avec la question précédente, on pourrait dire, en étant dur, que toutes les chapelles gauchistes dont on a discuté relèvent pour beaucoup de revendications extrêmement narcissiques. Alors qu'une grande partie du peuple, en général, ne tient qu'à une chose : son *niveau de vie*. Et le jour où celui-ci va réellement baisser, là de vraies questions vont se poser... Et ces idées que les gauchistes pensent extrêmement élaborées vont être balayées du jour au lendemain...

Alors cette question du niveau de vie ou du consumérisme, elle n'est jamais vraiment exprimée telle quelle à propos de la démocratie directe, mais elle sous-tend, elle est en filigrane d'énormément de discussions : c'est l'idée, au fond, que la démocratie directe incarnera la continuité du consumérisme. Je m'explique : dans le mouvement socialiste historique, la question de l'abondance matérielle, la question de la pauvreté, étaient centrales, et pour cause. [Le problème, c'est que depuis l'avènement de la société de consommation] ça demeure toujours : les mouvements sociaux contemporains n'ont comme horizon que de *revenir* aux trente glorieuses. Ce sont des *mouvements-veto* qui s'opposent ponctuellement à une mesure qui va conduire à diminuer le niveau de vie – on peut être d'accord : ce sont des mesures injustes, il y a un accaparement des richesses, et une telle remise en cause d'acquis n'est pas légitime. Mais ces mouvements ont comme horizon une croissance permanente qui permettrait mécaniquement une redistribution de l'abondance. C'est l'horizon de tous ces mouvements et aussi de ceux pour la démocratie directe.

Par exemple en Grèce, il y a eu un très beau mouvement au printemps 2011, dont on a peu entendu parler en France : des foules ont investi les grandes places du pays pour s'opposer au *mémoirendum* qui visait à l'instauration d'une austérité dans le pays et, notamment à Athènes, de grandes assemblées ont réuni des milliers de personnes, qui ont débattu pendant deux ou trois mois. Une sorte de *Nuit Debout* géant, en moins caricatural tout de même ! Les copains grecs y étaient et ont fait des analyses très intéressantes, reprises dans nos brochures<sup>1</sup>. Alors dans les

<sup>1</sup> Voir « Le mouvement des places en Grèce : Les réalités grecques aux prises avec les exigences de

discussions, il y avait deux grandes tendances : l'une voulait la réappropriation de l'économie, c'est-à-dire lutter contre la mainmise de l'Union Européenne, de la BCE, du FMI, bref contrer des pouvoirs qui leur semblaient illégitimes – c'est une tendance proprement démocratique. L'autre tendance révélait plutôt un attachement profond au monde de la consommation – qui est relativement récent en Grèce, qui y date de moins d'une génération – et il paraissait proprement insupportable à beaucoup de gens de voir baisser leur niveau de vie *quelles qu'en soient les conditions*. Et ce n'est pas facile de faire le départ dans les motivations des gens qui participaient à ces assemblées entre la volonté d'instaurer une démocratie directe, ce qui était explicite chez eux et qu'ils dessinaient en acte à travers ces assemblées, et la volonté de *maintenir* une société de consommation qui était en train de disparaître, une baisse du niveau de vie. C'est ce qu'on a vu aussi en Espagne. Et c'est une posture extrêmement répandue chez les partisans de la démocratie directe : il n'est pas question de céder sur l'abondance matérielle. En gros : la démocratie directe, ce sera le communisme réalisé, c'est-à-dire l'*abondance absolue*. Là on est dans un mythe encore religieux : toutes les grandes religions ont décrit un paradis fait d'opulence. On est donc encore dans une laïcisation d'une conception religieuse.

Alors on sait où ça conduit, la société de consommation : ce n'est pas viable, ni à quelques-uns, ni étendue à toute la population terrienne et notamment sur le plan écologique. Les ressources s'amenuisent non seulement en pétrole, en gaz, en charbon, mais *en tout* : c'est ce qu'on appelle le *peak all*. Tous les métaux qui sont importants, les matériaux, y compris l'uranium indispensable pour les centrales nucléaires, sont en train de se raréfier.

Dans la brochure que nous avons consacrée à la démocratie directe, nous sommes très clairs là-dessus : nous visons une société de *sobriété*. Ce ne sera pas possible de *consommer*, quoi que ce soit qu'on entende par là, autant qu'aujourd'hui, ni en termes d'énergie, ni en termes de matériaux, ni en termes de qualité : on ne pourra pas manger de produits exotiques en France, ou alors ce sera extrêmement cher. Si on veut revoir les modes d'agriculture, ce sera encore plus radical. C'est une perspective qui n'est pas habituelle du tout : en général, on rêve à une société paradisiaque. Ça risque de ne pas être ça... Et même on peut dire que le travail humain et la force de traction animale risquent de revenir au centre de la production. S'il y a moins de pétrole et qu'il y a moins de métaux, il y aura moins de machines, donc, nécessairement, il faudra économiser la force mécanique. On vit aujourd'hui entourés d'esclaves mécaniques : le travail humain devra reprendre une place beaucoup plus centrale qu'aujourd'hui. Alors ce n'est peut-être pas exaltant, mais beaucoup plus réaliste.

---

la démocratie directe » et « Enjeux politiques et anthropologiques du mouvement grec pour la démocratie directe », brochure n° 18, *Le mouvement grec pour la démocratie directe*, septembre 2011.

**D : Dans la brochure, vous remettez en question l'imaginaire économiste dans la Commune [?] et dans la révolution espagnole [?] qui a empêché d'aller plus loin. Du coup comment vous pensez la question de l'économie, à l'heure actuelle où tout ce qui est économique est très prégnant.**

**Q :** La question n'est pas facile du tout parce qu'elle a été traitée abondamment par le marxisme et comme nous essayons de nous extraire des conceptions politiques du marxisme, ce n'est pas simple. Donc d'abord, pour faire le lien avec la question précédente, nous partons de la rareté réelle, donc sur un principe de *sobriété*. Nous ne parlons pas de décroissance, parce que le terme reste pour nous dans le registre de *l'économisme*, précisément, mais plutôt de *redéfinition collective des besoins*. C'est-à-dire que des assemblées devront décider, par exemple au niveau régional ou au-delà, du niveau de croissance ou de décroissance : voulons-nous une société qui croît économiquement ou qui décroît ? Avons-nous les capacités et/ou l'envie de produire plus, ou moins ? Ce sera donc pour nous une décision collective, ce ne sont pas les marchés qui vont décider. Une redéfinition collective des besoins [c'est une foule de questions] : Que produit-on ? Comment le produire ? (pour nous, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui décideront) À partir de quelles ressources ? etc.

Pour en revenir au fond de la question : je parle du marxisme parce que, qu'on le sache ou non, nous pensons dans des termes marxistes. Alors pour un marxiste, ce qui détermine la réalité, c'est l'économie : la réalité de la société est d'abord et avant tout *économique* – conception fautive de beaucoup de points de vue. Nous, nous abordons la réalité sous un angle *anthropologique* et *culturel*. Donc l'attachement de notre société à l'économie est pour nous un trait *culturel*. C'est pour nous la définition du capitalisme : un ensemble social qui considère que ce qui prime dans l'existence, c'est l'économie. Donc le marxisme est un économisme, tout comme le capitalisme. Marx a pris énormément de postulats à l'idéologie de son temps ; le capitalisme, le productivisme, l'économisme, [le machinisme, le rationalisme, etc.]. C'est notamment visible par l'idée que les opinions humaines seraient imputables à la position de chacun dans la production. En gros : si tu es prolétaire, tu es pour le socialisme, si tu es bourgeois, pour le capitalisme – je caricature, mais c'est ce qu'il y a dans la tête de 90 % des gens de gauche... Donc notre approche est culturelle et politique, et l'économie doit devenir un *moyen* du politique, et ne plus constituer une fin en soi : c'est ça la sortie du capitalisme. Que le but de la vie soit d'accumuler, de monter dans la hiérarchie, de produire plus en permanence et d'inventer de nouveaux besoins est une folie et un trait culturel dont il faut s'affranchir. Pour sortir de cette mentalité, nous n'avons pas de formule magique, mais, et on en revient à ta question, un des moyens nous semble être *l'égalité des revenus*. C'est un vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier qui est évidemment aujourd'hui très très loin des conceptions les plus répandues, mais qui



ouvre sur des discussions intéressantes : et si tout le monde gagnait la même chose ? le médecin comme le balayeur ? Qu'est-ce que ça implique ? Pour nous, c'est une société où l'économie est redevenue une dimension comme une autre, en tout cas ce n'est pas un moyen de différenciation sociale. On ne va pas situer chacun sur l'échelle des revenus : on gagne tous la même chose, donc ce qui va nous intéresser, c'est ce que l'on fait dans la vie, le sens du travail, ce que l'on est, les relations que l'on tisse, les œuvres que l'on réalise, etc. Donc on marginalise cette obsession économique.

**D : Tout en maintenant l'argent.**

**Q :** Ah oui, on maintient effectivement l'institution monnaie, qui est pour nous une unité de mesure, un moyen de mesurer les échanges, les prix. Je vais aller plus loin en reprenant une chose qui est aussi dans la brochure et qui surprend beaucoup de gens, c'est le maintien du principe du *marché*, pour les biens de consommation de tous les jours : l'alimentation, les outils rudimentaires, les vêtements, bref tout ce qui serait globalement produit localement. Là il y a des producteurs et des consommateurs et les prix vont s'ajuster en fonction de l'offre et de la demande. Lorsqu'on y réfléchit, le marché est un principe très démocratique à partir du moment où on a tous le même revenu. Bien sûr, pour les productions plus sophistiquées, les machines, les matières premières, etc., on est partisans d'un système très classique de *plan* décidé démocratiquement. On établit, par exemple, un plan de production pour un an, deux ans, cinq ans, et on l'envoie à chaque unité de production : « *Voilà, vous, vous devez produire ça en trois ans, vous telle quantité, et vous celle-là, et vous vous organisez.* ». C'est, très rapidement dit, comme ça qu'on essaye de penser l'économie. Mais ce ne sont que des propositions, on n'a pas du tout le fin mot de l'histoire, c'est une question grande ouverte.

**C :** **En fait, pour différencier une idéologie libertaire écolo d'une idéologie marxiste de base, c'est la direction qui est importante et pas la quantité de choses. L'important n'est pas d'avoir trois téléphones portables, mais de savoir pourquoi, de se poser la question. C'est là que la politique passe au-dessus de l'économie.**

**Q :** Tu as raison et j'aurais pu commencer par là. Un des moteurs de la consommation individuelle, c'est la démarcation, la *distinction sociale*. On se distingue les uns des autres en fonction de ce que l'on possède : si on est propriétaire, si on s'habille de telle ou telle manière, si on possède telle chose, etc. C'est la rivalité consumériste, une sorte de *mimétisme* qui contribue largement à appauvrir les relations sociales. Ré-instituer du politique dans ces relations, ça veut dire mettre ces considérations à l'écart. Lorsqu'un groupe de camarades se constitue, on voit toutes ces préoccupations passer au second plan. C'était le cas à *Lieux Communs* : on s'en fichait de qui possédait quoi, nous avions autre chose à faire ensemble que de mesurer nos capacités de consommation respectives...

Pour finir, cette question du consumérisme est extrêmement importante, parce qu'on se retrouve dans un chassé-croisé terrible. D'un côté des mouvements sociaux qui combattent l'oligarchie – ou plutôt qui *prétendent* la combattre – mais dont l'horizon reste une société d'abondance, la société de consommation, [au nom du principe :] *on ne négocie pas le maintien du niveau de vie*. Les mouvements sociaux sont sous-tendus par cette question-là : maintien *non-négociable* du niveau de vie. On entretient le mythe de l'abondance matérielle pour tous, pour sept milliards... D'un autre côté, on a une réalité, une destruction écologique considérable, les mauvaises nouvelles s'accumulent année après année, c'est intenable. Et les écolos ou les décroissants qui y font face sont conséquents de ce point de vue-là mais sont beaucoup moins héritiers du mouvement ouvrier et entrent bien moins en conflit avec le principe oligarchique. Parce que leurs discours sur la sobriété, pour les plus cohérents, recoupe celui de l'austérité tenu par l'oligarchie... Autrement dit les mouvements sociaux sont incapables de s'approprier la question écologique, de la raréfaction des ressources, de la baisse inévitable du niveau de vie ; et les écolos ne s'approprient pas plus l'héritage du mouvement ouvrier, la visée d'une société égalitaire puisque leur priorité, c'est la décroissance...

C'est pour ça que l'idée d'égalité des revenus nous semble extrêmement intéressante, on se bat sur ces deux tableaux : d'un côté, on combat l'oligarchie en tant que couche hyper-privilegiée qui montre l'exemple par la consommation ostentatoire à toutes les couches inférieures, et de l'autre on se rendrait capables d'ajuster le montant global de la consommation, des revenus, en fonction des ressources écologiques disponibles. C'est pour nous une porte de sortie. Alors ce n'est pas une solution, puisque personne n'est d'accord avec le principe de l'égalité des revenus ! Mais c'est, au moins théoriquement, une possibilité pour sortir de cette contradiction dans laquelle nous sommes.

## 6 – La question du pouvoir

**C : Alors le point suivant, qui n'est pas forcément lié, c'est la question du pouvoir. Il concerne une question qu'on aime bien, à la Fédération Anarchiste. Je pense notamment à une des meilleures déclarations sur l'après-révolution, une brochure<sup>1</sup> qui montre comment circulerait le pouvoir. Mais pour pas mal d'anarchistes, de libertaires ou d'autonomes, le pouvoir disparaîtrait : « *Le pouvoir est maudit* », disait Louise Michel – donc après la révolution, l'ennemi est abattu, il n'y aurait plus de pouvoir... En réalité c'est plus compliqué que ça : il y aura toujours du pouvoir, mais il faudra qu'il soit partagé entre chacun, et il ne faudra pas qu'il soit récupéré.**

1 *L'Anarchisme aujourd'hui : un projet pour la révolution sociale*, rédigée par l'Union Régionale Rhône-Alpes de la Fédération Anarchiste et publiée aux éditions du Monde libertaire en 1996.

**Q :** C'est toujours extrêmement lourd lorsqu'on discute de cette question : pour beaucoup de gens, la démocratie directe, c'est l'*abolition du pouvoir*. Ou alors, récemment, il y a une tendance selon laquelle il y aura de bons leaders, de bons représentants, et pas des corrompus, des salopards comme on a actuellement. Nous sommes en face d'une double contradiction.

D'abord parce que le pouvoir est une dimension *intrinsèque* à la condition humaine. Juste après la naissance, on dépend totalement de la mère ou de la personne qui en tient lieu. Après, lors de l'enfance, surgit un père, ou la personne qui en fait fonction, qui apparaît lui aussi comme tout-puissant. Puis on est pris en charge par des institutions, l'école qui nous éduque, l'entreprise qui nous paye, etc. qui apparaissent aussi comme omnipotentes. Autrement dit la question de la soumission, de la domination, est très présente dans notre vie psychique, c'est un schéma qui nous marque pour toute notre existence et que l'on retrouve ensuite partout dans la vie sociale. On se soumet à un patron, à un président, à un flic, etc. Aujourd'hui il existe beaucoup d'illusions quant à la résolution à *jamais* de cette question : c'est pour nous une impossibilité absolue que de la résoudre définitivement.

Ensuite, et précisément, la démocratie directe est le seul régime qui *traite* de cette question, qui l'affronte, qui la pose et qui travaille *en permanence* la question du pouvoir. Il y aura toujours des chefs et des leaders, parce qu'il y a des différences entre les gens : certains parlent mieux, d'autres ont une capacité de synthèse, ou plus de talents, ou sont plus intéressés par la chose politique ou tels ou tels sujets. Donc il y a des leaders naturels qui émergent. La solution n'est pas de les castrer, c'est d'arriver à établir avec eux d'*autres rapports* ; non pas un rapport de soumission ou de sado-masochisme, mais des rapports d'émancipation mutuelle. Freud disait qu'il existait trois métiers impossibles : l'éducateur, le thérapeute et le leader politique. Pourquoi impossibles ? Parce que dans ces trois professions-là, on a une position d'autorité et on doit amener la personne en face, que ce soit l'élève, le patient ou le citoyen, à *dépasser* cette relation. Par exemple une mère, si elle fait bien son travail, elle doit éduquer l'enfant pour qu'il puisse un jour se passer d'elle. C'est contradictoire et c'est pour ça que Freud qualifiait ces métiers d'impossibles. Même chose pour le thérapeute : il a un patient, il doit l'émanciper, sinon on n'est plus dans une relation thérapeutique. Au fond, le politique, c'est la même chose : il a en charge un groupe, constitué de dizaines, de milliers, de millions d'individus et qu'est-ce qu'il en fait ? Il va flatter son petit narcissisme ou utiliser ce pouvoir pour amener les gens à, finalement, s'auto-organiser ? On peut aussi le voir de l'autre côté, du côté du peuple : on l'entend beaucoup moins, mais lorsqu'un leader émerge, c'est avec la volonté du peuple, des gens. Dans un groupe de dix, si un leader émerge, c'est qu'on a été neuf à le promouvoir : on ne prend pas le pouvoir, le pouvoir se *donne*, en permanence.

Bref le rapport au leader est quelque chose d'extrêmement intime et la démocratie directe pose que l'on ne va pas régler cette question du jour au lendemain ou la balayer, mais que *l'on peut la travailler*. Et la travailler, très concrètement, à l'aide de dispositifs de *contrôle du pouvoir*. C'est assez connu, comme la *rotation des tâches*, par exemple, qui existe dans nos pays de gouvernements représentatifs : au moins, on n'a pas toujours le même représentant – le sénateur, le député, le président, changent. En démocratie directe, on radicalise ce dispositif : ça tourne de manière beaucoup plus étendue et égalitaire. On peut ensuite nommer les gens non par le vote, qui implique des talents de tribun, de magouilleur, d'arriviste, mais par *tirage au sort*. Et à la fin d'un mandat, on exige que des comptes soient rendus par le mandaté. On peut aussi donner des *mandats directs*, c'est déjà plus connu, et souvent pratiqué par les assemblées en lutte : ce n'est pas un mandat blanc où tu fais ce que tu veux, c'est un mandat direct : « Tu vas à tel endroit, tu dis telle chose, tu négocies tel point », etc.

**C : C'est aussi la question de la révocabilité, qui est très importante.**

**Q :** Absolument. Un délégué qui ne respecte plus son mandat, on doit pouvoir, à travers une procédure légale, le destituer. Donc tout ça ce sont des dispositifs très concrets qui visent à ce qu'en permanence les gens soient au centre de la chose publique. Que l'on soit gouvernés ou gouvernants pour quelques jours, quelques mois ou années, nous sommes amenés à échanger les rôles en permanence. C'est la définition de la démocratie pour le philosophe grec Aristote ; « *être capable de gouverner et d'être gouverné* ». La démocratie, c'est ce principe fondamental.

## 7 – Le formalisme

**C : On va enchaîner directement sur le dernier point puisque tu parlais de tirage au sort. Bon, on pourrait parler d'Étienne Chouard même si ce ne serait pas forcément bien vu sur *Radio Libertaire*... Mais c'est quelqu'un de la société civile qui s'est mis à penser la démocratie. Alors on ne lui reproche pas forcément ses idées, plutôt bonnes comme le tirage au sort, mais plutôt l'idée qu'il suffirait d'écrire une bonne constitution, d'écrire des bonnes lois et tout ira mieux. Ça c'est une idée qui est contrée dans votre brochure.**

**Q :** Oui, c'est encore un lieu commun, le dernier mythe sur la démocratie directe dont on parlera : l'idée que la démocratie directe ne serait qu'un ensemble de dispositifs, de procédures. Alors c'est une tradition philosophique qui est dominante aujourd'hui, qui définit la démocratie seulement comme un cadre formel. Ce n'est pas si simple.

Regardons encore la Tunisie : après la chute du dictateur s'installe une démocratie représentative telle qu'elle existe en Europe. Mais quelques années

après, on se rend compte que ce n'est pas si simple : lorsqu'on suit l'actualité, on voit qu'il y a des problèmes de corruption qui sont énormes et qui ne concernent pas comme ici uniquement les hautes sphères, mais qui touchent toute la société : le facteur est corrompu, le plombier est corrompu, le poissonnier, etc. Ce n'est pas le simple cadre républicain qui va effacer le régionalisme – qui était très fort en France à une certaine époque mais qui a disparu – le népotisme, le favoritisme, etc. Il se répète ce qui s'est passé après les décolonisations : ce n'est pas parce qu'un pays adopte des institutions « démocratiques » que le pays devient *réellement* démocratique. C'est un énorme problème.

Autrement dit, une démocratie directe c'est évidemment des procédures – on en a parlé, nous en décrivons dans la brochure – mais c'est aussi et surtout l'état d'un peuple, état social, état culturel, état *anthropologique*. À notre petit niveau, on voit des partisans de la démocratie directe qui sont dans ce formalisme-là. Tu as parlé d'É. Chouard, il en fait partie. C'est aussi ce qu'on a vu à *Nuit Debout*. Il y a à ce propos un participant qui a publié, dans *Les Temps Modernes*, un compte-rendu de son expérience<sup>1</sup> dans la « commission démocratie » : beaucoup de gens y étaient très attachés au *cadre démocratique* bien plus qu'au *contenu des discussions*. Pour eux, le but de la commission, et même de l'assemblée, était de produire des procédures extrêmement démocratiques, presque parfaites. Ils y ont travaillé deux, trois mois... autour les gens ne les attendaient pas et continuaient de discuter. Bien sûr, ils se sont tous fatigués et ça a été l'essoufflement général... Donc la démocratie, ce n'est pas sur le papier : c'est l'état des gens, leur capacité à vivre la démocratie, *réellement*.

Alors on retrouve ça à propos d'É. Chouard, qui appelle à la formation, par différentes voies, d'une assemblée constituante de 400 ou 500 représentants qui élaboreraient une nouvelle constitution pour la France et du jour au lendemain, on l'appliquerait. On a écrit un article dessus, « *Contre la constituante* »<sup>2</sup>. Mais si les gens n'ont jamais participé à des assemblées générales, ça n'a pas de sens de créer une constitution où elles auraient un rôle central... É. Chouard insiste aussi sur le tirage au sort, et c'est le même problème. Disons qu'on tire au sort les ministres. Bon. Si jamais j'étais nommé demain, je serais incapable d'assumer ma charge : je ne suis pas dans le milieu ni au fait de ce qu'il y aurait à y faire... Certes, je m'intéresse à la chose publique et il est possible que, issu du peuple, je sois moins con qu'un oligarque, mais ce n'est pas certain du tout. En fait, le tirage au sort implique une population qui s'est *auto-éduquée* à être gouvernant autant qu'à être gouvernée donc qui suit en permanence les affaires publiques. Par exemple, dans la brochure, nous dessinons un système judiciaire où les juges seraient tirés au sort

---

1 Voir « Nuit debout : une expérience de pensée », *Les Temps modernes* n° 691, novembre-décembre 2016, extraits repris sur le site *Bibliobs* le 31.12.16 sous le titre « Pourquoi Nuit debout n'a pas tenu ses promesses : le récit inédit de Patrice Maniglier ».

2 Dans la brochure n° 22, *op. cit.*

tous les ans parmi la population : il faut évidemment que tout un chacun connaisse les lois. Moi, je ne connais pas les lois, personne ne les connaît, et même les avocats aujourd'hui sont spécialisés. Donc la démocratie directe, c'est des gens qui ont un rapport *intime* avec leur société et ses institutions. Le tirage au sort ne veut rien dire si ça ne va pas avec un énorme mouvement de la société d'auto-appropriation de toutes ses institutions.

**D : Pour compléter, il y a également le *Parti Pirate* qui pense à une *démocratie directe 3.0* où on pourrait tous s'éduquer par internet et voter en temps réel sur telle et telle loi...**

**Q :** De ce que j'en connais, je crois qu'ils ont un peu réduit la voilure quant à leurs ambitions... Il y a effectivement cette idée d'une démocratie électronique, des « *civic tech* », etc. Nous n'y croyons absolument pas pour des raisons dont on a déjà parlé : les ordinateurs consomment énormément aujourd'hui ne serait-ce que pour leur construction, sans même parler du fonctionnement. Mais nous n'y croyons pas, surtout, parce que la démocratie est un processus qui sollicite l'être humain *en tant que tel*, qui implique un dialogue en face à face parce que la communication n'est pas que verbale. Par exemple on a tous fait l'expérience des listes de discussions internet. J'étais enthousiaste lorsque c'est apparu, c'était mon rêve d'avoir des débats écrits : je pensais que ça allait amener des débats très rationnels, rigoureux, avec moins d'effets de manche, de charisme, etc . De ce que l'on voit, c'est une catastrophe *absolue*. Je crois d'ailleurs qu'il n'y a plus de débats par liste mail parce que tout le monde se rend compte que c'est *n'importe quoi*, malgré le fait que l'outil est extraordinaire en termes techniques.

L'outil n'est pas neutre : l'informatique actuelle induit des comportements narcissiques, chacun derrière son clavier en permanence qui répond du tac au tac, etc. Ce n'est pas cet outil, ni n'importe quel outil d'ailleurs, qui favorisera la démocratie directe. Plus généralement, dans la brochure, nous nous méfions *énormément* de la technique. De manière assez radicale, nous en faisons un moyen, éventuellement, d'accélérer les procédures ou, éventuellement, de les faciliter. Mais à la base nous pensons que la démocratie directe doit être *rustique et robuste* : ce sont les assemblées de gens qui se rassemblent *physiquement* à l'échelle d'une commune d'une taille moyenne de 20 000 habitants, donc des discussions en face à face, avec des papiers et des crayons. On peut accélérer certaines choses à l'aide de l'informatique, des mails, etc., mais nous sommes très méfiants parce que la technique induit les comportements. On voit bien par exemple comment les smartphones induisent des comportements *anti-sociaux* : cela accompagne l'irresponsabilité, la désorganisation, la distorsion du temps et de l'espace, la fainéantise, l'ignorance, etc. Donc nous sommes contre la démocratie électronique et d'ailleurs on ne voit rien qui se fasse de remarquable de ce côté-là, concrètement, même à petite échelle. Donc nous sommes très dubitatifs.

**C : Ça m'amène à une question. On dit qu'on va réfléchir aux techniques et qu'on va trouver une société où on adapte la technique aux humains et non l'inverse. Mais certains utopiques disaient : « *Ne pensez pas à New York lorsque vous pensez anarchie, pensez plutôt à une ferme* ». C'est un modèle plus proche de la nature, on est proche de son travail, etc. Mais bon, moi je vis dans mon appart' en banlieue, et j'aurais l'air bien penaud dans une ferme... Donc si on fonctionne en fédération de communes, ça veut dire qu'il faut recréer des villes de plus petite taille, il faut que les gens qui vivent dans les grosses villes viennent. Comment on fait, même si ce n'est pas de manière brutale, pour passer de la société actuelle à cet autre modèle ? C'est cette question de la direction dans laquelle on veut aller et de l'état actuel...**

**Q :** Excellente question. Il y a plusieurs choses. À propos de l'aspect *sobre* de la société démocratique telle qu'on l'entend, ça implique effectivement une réinvention des techniques, question énorme. Nos techniques actuelles induisent notre société actuelle, et réciproquement. Si on change de société, on change de techniques, et ça demande un énorme travail. On pourrait se dire que les gens qui travaillent sur les logiciels libres, par exemple, y participent mais en même temps ils accompagnent, par exemple, l'addiction, la dépendance globale vis-à-vis de l'informatique. Donc ils font un travail extraordinaire, mais je ne suis pas sûr que ce soit vraiment novateur de notre point de vue.

[Ensuite sur le « retour à la terre », c'est une question à part entière, et qui est aussi entourée d'une multitude de mythes. Loin des discours sur la proximité avec « Mère-Nature », ou la « vie saine », nous l'abordons concrètement : l'agriculture industrielle est une impasse puisque les sols sont en train de mourir, les ressources permettant le machinisme et les intrants s'épuisent et la qualité des produits alimentaires commence à faire problème. Passer à une agriculture durable va exiger, de toute manière, plus de travail humain. Comment organiser tout ça ? Il me semble que des associations comme certaines AMAP ou certains producteurs s'approchent de quelque chose d'envisageable, par des coups de main au paysan de la part des consommateurs : cueillir les fruits et légumes, désherber, monter une serre, etc. Mais c'est là aussi un chantier grand ouvert.]

Enfin, la question de la sobriété technique et consumériste pose un problème que les décroissants refusent de voir : une société qui arrête sa croissance se fait bouffer par les autres, en termes économiques ou militaires. On ne peut pas postuler un être humain fondamentalement bon, et si la révolution n'est pas mondiale – *et elle ne sera pas mondiale* – il risque d'y avoir des rapports de force. Un pays qui décide de décroître est un pays qui s'offre en tant que proie aux autres... La Grèce est en train d'être dépecée économiquement par la Chine et la Russie. Alors ils n'ont pas choisi leur état, mais si pour nous c'est délibéré, c'est une situation qu'il faudra affronter. Derrière, c'est aussi la question militaire : qu'est-ce qu'une armée contemporaine

qui n'aurait ni tanks, ni sous-marins, ni avions de chasse ? Mais ces technologies induisent l'armée telle qu'elle est aujourd'hui, tout l'appareil industriel et donc toute la société telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Grosses questions sans réponses.

**C : Est-ce que ça ne peut pas être résolu par une semi-révolution, comme la commune de Rojava : on ne veut pas d'État, mais on veut une autonomie temporaire ?**

**Q :** Il faut arriver à maintenir un rapport de force de toute manière. Si l'on n'a pas de soutiens, de protections, ou si on n'a pas les moyens industriels ou si on refuse de se les donner, on va se faire manger. C'est quand même une loi de l'histoire... Alors bien sûr ce n'est pas sans issue, il y a toujours des possibilités de résistance et de luttes non-violentes : un peuple extrêmement motivé peut mettre en déroute une armée extrêmement organisée. Je pense notamment à la Tchécoslovaquie en 1968 qui tentait de s'émanciper du joug soviétique, l'armée russe était intervenue et les réactions populaires étaient exemplaires, notamment à Prague où les gens avaient mis en place un grand nombre de luttes non-violentes contre l'occupant, assez exemplaires<sup>1</sup>.

Ensuite pour revenir à ta question sur le réaménagement du territoire et des agglomérations. Il est clair que s'il faut tout réorganiser sur la base de communes de 20 000 habitants, ça exige de découper les grandes villes et au contraire de fédérer des villages et des hameaux. Ce deuxième cas est plus simple, mais généralement pour les grandes villes ce sont des problèmes assez titanesques et on n'a pas de solution. D'autant plus que les mouvements de populations, les politiques d'ingénierie sociale, c'est le propre du totalitarisme... Tous les totalitarismes ont créé des grands déplacements de populations et ça c'est une impasse.

D'une manière plus générale, l'évolution du monde actuel nous éloigne de plus en plus de la perspective de la démocratie directe. L'histoire a bifurqué et nous sommes des fossiles à discuter de ça aujourd'hui, il faut le reconnaître... Nous sommes quelques-uns à tenir à ces idées, on a raison de ne pas les lâcher et de les travailler mais, au vu des événements qui tissent l'histoire présente, c'est plutôt désespérant. Alors l'histoire n'est pas écrite, il peut y avoir des réveils, des inflexions dans la course du monde, mais nous sommes plutôt pessimistes de ce côté-là... Raison de plus pour que les gens qui sont partisans des idées que nous défendons là, ou du moins qui s'inquiètent de l'évolution du monde, ne se laissent pas aller à des facilités idéologiques et tentent de se réappropriier l'histoire et les enjeux politiques actuels. Il y aurait notamment à se pencher sur cette question de démocratie directe et tous les problèmes que l'on a soulevés et qui ne sont pas – sauf erreur de ma part – habituellement abordés.

---

1 Voir par exemple « 1968 : Face aux chars russes, le peuple tchécoslovaque » de Ch. Brunier, disponible sur notre site.



C : Excellente conclusion. En fait on était partis sur une seule émission et nous concluons la seconde... Donc nous parlions à partir des brochures « *Démocratie directe : enjeux, principes et perspectives* » et plus précisément la troisième « *Ce que pourrait être une société démocratique* ». Je vous invite à réécouter les émissions précédentes avec *Lieux Communs* : une sur l'islam politique<sup>1</sup> à partir de la brochure « *Islamismes, islamophobie, islamogauchisme* »<sup>2</sup>, l'autre une interview de Waleed Al-Husseini, palestinien athée réfugié en France, qui nous avait parlé de son livre<sup>3</sup>. Les trois brochures sur la démocratie directe sont disponibles sur le site mais aussi en vente dans pas mal de librairies, dont *Publico* et *Quilombo*. Vous en avez sur beaucoup d'autres sujets, et notamment la toute dernière, que je voulais signaler : « *Idéologies contemporaines. Effondrement et permanence du politico-religieux* »<sup>4</sup>, qui mériterait sans doute une prochaine émission...

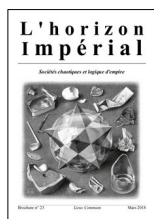
---

1 « *Il y a des affinités anthropologiques...* », *op.cit.*

2 Brochures n° 21 & 21 bis, novembre 2015 et août 2016.

3 *Une trahison française. Les collaborationnistes de l'islam radical dévoilés*, Ring, 2017.

4 Brochure n° 22, *op. cit.*



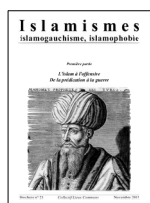
***L'horizon impérial***  
***Sociétés chaotiques et logique d'empire***

*Conférence, Analyse*  
*Brochure n° 23 – Mars 2018*



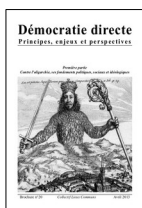
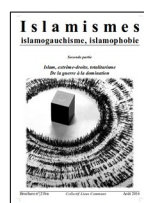
***Idéologies contemporaines***  
***Effondrement et permanence du politico-religieux***

*Analyses, entretien, exposé, notes*  
*Brochure n° 22 – Juin 2017*



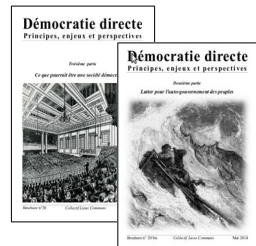
***Islamismes, islamogauchisme, islamophobie***  
***L'islam à l'offensive***

*Tract, entretien, recension, exposés, analyse*  
*Brochures n° 21 & 21 bis – Nov. 2015 – Août 2016*



***Démocratie directe – Projet, enjeux et perspectives***

*Tract, analyses.*  
*Brochures n° 20, 20 bis & 20 ter*  
*Avril 2013 – Mai 2014 – Janvier 2015*



***Malaises dans l'identité***  
***Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et les extrêmes droites***

*Analyses, tracts, appel, polémique.*  
*Brochure n° 19 – Mai 2012*

(...)

## Lieux Communs

**Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail,** à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

**Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante** n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives » et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul une *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

**Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples,** où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompe ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

**Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre :** la *prudence* dans le domaine technoscientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif de pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et d'une rotation des tâches. Et l'on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

**Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives** qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en Occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'Occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

**L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation.** Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

**Les gilets jaunes font bien plus qu'écrire une page d'histoire : l'histoire, ils la font redémarrer.** Parce que le monde dont ils exigent le retour disparaît sous leurs yeux et ne reviendra plus jamais. Mais aussi parce qu'ils s'expriment dans des formes et par des moyens qui malmènent toutes les institutions. Enfin, et surtout, parce que leur élan les emmène sur un chemin qui n'existe encore nulle part sinon sous chacun de leurs pas.

**Ce que veulent les gilets jaunes c'est, tout simplement, le maintien de notre univers familier et rassurant :** un niveau de vie convenable, un travail qui paie, une république respectable, une solidarité égalitaire, des frontières claires, une nature préservée, une société décente... Ils sont donc obligés de tout bouleverser et de défier tout ce qui participe à l'effondrement en cours. Ce sont d'abord, évidemment, les oligarchies déracinées et arrogantes qui instrumentalisent la dévastation écologique pour accélérer ses pillages, fracassant les uns contre les autres les peuples et les cultures à travers les continents. C'est ce que les bien-pensants appellent la « *gouvernance mondiale* », la « *transition écologique* » et le « *multiculturalisme* » – c'est-à-dire le chaos généralisé.

**Mais ce que vont devoir affronter les gilets jaunes, et tous ceux qui refusent la course à la catastrophe, ce sont des contradictions bien plus profondes.** Elles affleurent déjà, et chacun s'aperçoit, plus ou moins clairement, qu'il va falloir une transformation sociale et politique sans précédent. Car il n'est possible de prendre en compte la raréfaction des ressources énergétiques et naturelles que par le biais d'une véritable égalité sociale. Or celle-ci est impensable dans un pays fragmenté en lobbies, corporatismes, communautarismes, diluant toute identité collective dans la tiers-mondialisation en cours. Les peuples tentent, en ordre dispersé, de retrouver une souveraineté collective – la France des gilets jaunes, elle, semble renouer avec ce vieux principe qui est nôtre : la *démocratie directe*.

**Ce sont ces multiples dimensions que ces deux brochures veulent explorer.** Les textes qu'elles contiennent ont été rédigés à chaud, voulant favoriser l'émergence d'une autonomie collective qui se cherche et n'en est, encore, qu'à ses balbutiements.

\*\*\*

*Lieux Communs est une initiative politique indépendante qui vise à une auto-transformation radicale de la société.*

**Lieuxcommuns@gmx.fr – [www.collectiflieuxcommuns.fr](http://www.collectiflieuxcommuns.fr)**